



## EDITO

### Pour une eau vivante : reconstruire les politiques agricoles !

L'eau est un élément indispensable au développement de la vie, qu'elle soit végétale, animale ou humaine. Au cours des siècles, l'eau a été utilisée pour les besoins humains directs, puis progressivement des usages nouveaux sont apparus : récupération de la force motrice des rivières, irrigation des cultures, assouplissement des peaux et des fibres, etc. Pendant longtemps, dans les régions tempérées, à l'exception de lieux particuliers, la plupart des activités humaines utilisant de l'eau arrivaient à cohabiter sans difficulté sur de vastes territoires. Mais aujourd'hui, avec la transformation des modes de vie et des techniques de production, l'eau fortement convoitée peut devenir rare, tout en étant de mauvaise qualité. Parmi les activités économiques qui utilisent l'eau, toutes n'ont pas le même impact sur la qualité, et toutes n'utilisent pas les mêmes quantités. En cette fin de siècle, et dans tous les pays du monde, l'agriculture productiviste est devenue problématique, elle interfère fortement avec les politiques de gestion de l'eau, il convient d'en expliciter les raisons.

\* L'agriculture est une activité qui concerne une partie très importante du territoire national. Les surfaces cultivées représentent environ 61 %, les forêts et les bois 27 %, les fleuves, les lacs, les glaciers 4 %, et les infrastructures humaines occupent le reste soit 8 %. La surface cultivée, comme les autres parties du sol, reçoit l'eau des pluies. Après avoir ruisselé sur le sol, et après s'être enrichie chimiquement, l'eau qui ne se sera pas évaporée, ira remplir les rivières, les nappes alluviales et souterraines. Ces milieux, qui sont autant de réservoirs naturels, dans lesquels nous puisons pour satisfaire nos différents usages, seront donc alimentés par des eaux dont la qualité dépendra largement des techniques utilisées en agriculture. La surface cultivée étant importante, l'influence sera forte.

\* L'espace rural a été progressivement transformé au profit d'une agriculture industrielle spécialisée et indifférente à son environnement. En de nombreux endroits, les éléments du paysage qui n'étaient pas directement rentables, ou qui représentaient un obstacle aux pratiques intensives, ont été détruits, sans que soient pris en compte leurs apports positifs pour la collectivité. L'augmentation de la surface des parcelles, la destruction des haies, des fossés et de la structure bocagère, conduisent à la réduction du pouvoir filtrant des surfaces cultivées et la qualité de l'eau s'en trouve affectée.

\* L'agriculture productiviste utilise de grandes quantités d'engrais et de produits chimiques. Les pesticides, les herbicides, les fongicides, sont répandus sur les cultures et sur les sols. Une fraction importante repart dans l'atmosphère et diffuse dans l'environnement, une autre part est entraînée par les pluies et contamine les eaux de surface et de nappe, le reliquat reste dans les sols, se transforme ou s'accumule. Les nitrates, dont les 2/3 proviennent de l'agriculture productiviste, contaminent eux aussi les eaux de surfaces et de nappes. Les aménagements hydro-agricoles et les techniques culturales favorisent la diffusion de ces produits. Au travers d'opérations pilotes, la profession agricole signale, à qui veut bien l'entendre, qu'elle fait des efforts considérables pour réduire ses pollutions, mais les résultats obtenus, dans les milieux concernés, ne sont pas convaincants. En fait, ces opérations pilotes sont plus des opérations de communication, que de lutte contre les pollutions diffuses : sentiment encore plus marqué, si on prend en compte l'augmentation des consommations de nitrates et de phytosanitaires, au service de la course aux rendements. Il est encore loin le temps où le principe non pollueur-non payeur, évoqué par l'Association Générale des Producteurs de Blé, pourra s'appliquer à la plus grande partie de notre agriculture. La production par l'industrie chimique d'une myriade de molécules de synthèse, leur utilisation, et leur diffusion à grande échelle dans l'environnement, sur un territoire très vaste, par une agriculture sans contrainte, participent fortement à la pollution des eaux.

\* Pour augmenter ses rendements et pour fiabiliser ses productions, l'agriculture industrielle ne prend pas de risques, elle irrigue. Les quantités d'eau utilisées sont considérables, les périodes d'irrigation coïncident avec les basses eaux, l'impact sur les milieux se traduit par la mise à sec des rivières et par des baisses importantes des nappes souterraines. La liaison entre eau et agriculture est directe.

Quant aux paysages, que reste-t-il de leur attractivité ? Un voyage dans la Beauce des grandes cultures en novembre n'a rien de réjouissant ou de touristique. Après la nationale, entourée par une incroyable forêt de pylônes électriques qui introduisent dans le paysage une sinistre diversité, la départementale, qui s'enfonce dans la plaine sans arbres, semble conduire au bout du monde. Heureusement les voyageurs doivent s'arrêter avant, mais les villages, à l'image des hectares cultivés, sont eux aussi bien déserts. Après que l'on ait réduit la diversité des milieux, des paysages, et des exploitations dans une vision exclusivement productiviste et très grossièrement subventionnée, qui irait peupler des lieux aussi tristes ?

Alors qu'un commando Beauceron s'en prend au Ministère de l'Environnement, que la nouvelle PAC ne fait plus l'unanimité, que le barrage de Chambonchard est cause de discorde dans la majorité plurielle, malgré cela il faut reconstruire l'agriculture : une tâche de longue durée pour France Nature Environnement et les agriculteurs environnementalistes ! C'est pourquoi cette Lettre Eau donne la parole à Philippe Pointereau, administrateur responsable de la politique agricole à France Nature Environnement, et à Jean-Damien Terreau de la Confédération Paysanne.

**Bernard ROUSSEAU**  
Vice-Président  
Responsable du réseau eau

## SOMMAIRE

- P-2- DOSSIER  
Pour une agriculture  
écologique et paysanne
- P-8- POINT DE VUE  
Nouvelle PAC, une réforme  
qui n'en est pas une
- P-14- ACTUALITÉ  
Chambonchard,  
une faiblesse congénitale



Bocage dans le Perche



**L'**agriculture est par naissance écologique. Elle s'est construite progressivement à partir de l'écosystème naturel qui était régi par ce que l'on appelle aujourd'hui, les bases de l'écologie et qui naturellement continuent de gouverner le vivant. Circulation et recyclage des éléments minéraux, compétition entre les multiples espèces, prédation, mortalité, recyclage de la matière organique et minéralisation, équilibres biologiques entre les espèces en évolution à des échelles de temps variables, etc., constituent les parties les plus visibles des bases de l'écologie. Les connaissances en écologie et en agronomie ont longtemps été intimement liées. Après avoir pratiqué la cueillette, qui se maintient encore dans certains pays, parmi les milliers de plantes et animaux que leur offrait la nature, les paysans ont su domestiquer, puis sélectionner pour les adapter aux différents terroirs, celles et ceux qui se cultivaient et s'élevaient le mieux. Par ces pratiques ils purent améliorer la qualité gustative des produits et donc favoriser ceux qui leur offriraient la meilleure alimentation. Ils ont su échanger et adapter les plantes et leurs techniques de culture avec les paysans des autres continents.

## L'agriculture, fruit du travail de générations de paysans

Les avancées de l'agriculture sont en partie le fruit du développement des connaissances qui permit la maîtrise de l'utilisation des éléments minéraux indispensables au développement des plantes cultivées. Le recyclage de la matière organique avec l'utilisation du fumier, ou bien la fixation azotée par les légumineuses, ou encore la pratique des cultures intercalaires et de couverture des sols qui réduit les pertes d'éléments nutritifs par érosion ou lessivage, sont des techniques qui ont fait accomplir d'énormes progrès tout en conservant et en améliorant la qualité des sols.

Mais aussi progrès en sachant utiliser les équilibres biologiques de façon à maintenir la concurrence supportable avec les plantes non cultivées et les insectes ravageurs. Cultiver de la sorte c'était faire le choix de la rotation des cultures, avec le maintien d'espaces naturels qui hébergent des animaux de toute espèce : insectes, oiseaux, mammifères, reptiles, prédateurs des ravageurs des cultures, insectes, rongeurs, etc. Tous ces principes ont trouvé leur expression dans les rotations et dans la mixité des cultures et des productions.

L'agriculture jusqu'aux années cinquante pour l'Europe, et encore aujourd'hui pour la majorité des paysans dans la plupart des pays d'Amérique du sud, d'Afrique et d'Asie, devait compter sur ses propres ressources, donc valoriser les ressources abondantes et économiser les ressources rares. Cette agriculture ne pouvait seulement compter que sur les propres forces de la nature et sur le matériel génétique sélectionné par des générations de paysans depuis le néolithique pour les animaux, et plus tardivement pour les arbres fruitiers. Les agriculteurs avaient, depuis longtemps, aussi su utiliser et mobiliser les ressources en eau d'une façon parcimonieuse. Ils avaient aussi commencé à utiliser les gisements de roches, fossiles et non fossiles, contenant certains éléments minéraux comme les calcaires, marnes, chaux, guano, phosphates, ..., facteurs d'accroissement pour le rendement des cultures.

Les agricultures européenne et française étaient encore jusqu'aux années 1950, très autonomes en ce sens qu'elles fonctionnaient avec peu d'intrants importés, si ce n'est les échanges qui existaient au sein de certaines régions (échanges d'aliments ou de fumiers, mais aussi transhumance). Elles étaient



encore peu mécanisées et motorisées, mais utilisaient depuis longtemps la traction animale. Ces agricultures étaient paysannes car elles faisaient vivre une population abondante, c'est la "civilisation paysanne". Elles avaient élaboré de nombreux produits de qualité. Chaque région avait su inventer et développer, dans son propre terroir, les formes de mixité adaptées, utilisant les différentes plantes cultivées : les plantes fourragères et les prairies, les arbres fruitiers et les arbres à bois, la vigne, les étangs, etc. ... **C'est la France des terroirs avec ses produits locaux, viande, fruits, blé, fromages, qui ont engendré les paysages dont nous héritons encore aujourd'hui.**

Ces agricultures, même si elles avaient eu des excès comme la surexploitation de certaines zones menant à des défrichements excessifs et à des phénomènes importants d'érosion, ou comme l'assèchement de zones humides, avaient su continuellement progresser en connaissance, en technique, en pratique, en savoir faire pour nourrir une population de plus en plus nombreuse.

**Ces progrès étaient basés avant tout sur une meilleure maîtrise de l'agro-écosystème et de sa biodiversité et non sur l'épuisement des ressources fossiles.**

Les gains de productivité réalisés en agriculture ont permis l'essor de l'industrie et le développement d'une population urbaine.

Ces agricultures nourrissaient, peut-être insuffisamment, toute la population, toutefois les famines n'existaient plus en Europe entre les deux guerres, même si la sous-alimentation s'est développée ailleurs.

Elles pouvaient encore progresser sur les mêmes bases par une maîtrise encore plus fine des cycles biogéochimiques, en optimisant l'utilisation des minéraux et en évitant les pertes, en continuant de sélectionner son matériel génétique, en continuant de développer une mécanisation raisonnée. **Mais cette progression avait des règles, celles de l'écologie et de l'agronomie combinées.** L'équilibre ne pouvait être trouvé que par la



mixité des cultures, la présence d'animaux permettant un recyclage et un transfert de la matière organique et des éléments minéraux.

## **Du sol aux hors sols ou la fin des terroirs**

Dans la deuxième moitié de ce siècle, les connaissances accumulées en chimie, l'énergie abondante et facile à utiliser, le perfectionnement des machines agricoles, puis la volonté de posséder une agriculture autosuffisante après les restrictions et la sous-alimentation de la période de guerre, le développement du capitalisme, des échanges et du libéralisme, ont fait muter l'agriculture française à une vitesse accélérée. Le début des années soixante voit la pénétration massive des engrais, des pesticides, de la mécanisation, puis de l'irrigation et du drainage, accompagnés par une sélection animale et végétale basée avant tout sur l'augmentation de la production et recherchant le rendement maximum dans un contexte de non limitation des intrants : eau, engrais, pesticides.

Ces nouvelles techniques, qui vont permettre un accroissement certain des productions, auront d'autres conséquences :

- la spécialisation des systèmes d'exploitation et donc des régions ;
- l'agrandissement des parcelles et des exploitations et donc la baisse vertigineuse du nombre des exploitations et donc des paysans ;
- l'industrialisation qui nous mène aujourd'hui vers une agriculture hors sol (ou industrielle), fonctionnant comme une usine avec des intrants ;
- l'augmentation du capital des exploitations et donc des emprunts qui entraînent l'alourdissement des charges financières ;
- la perte progressive de la maîtrise de la transformation et de la commercialisation des produits, développement de l'agro-alimentaire et de la grande distribution ;
- la contamination par les pesticides qui se sont immiscés dans toutes les chaînes alimentaires et donc jusqu'à l'homme ;
- la pollution par les engrais qui ne sont plus maîtrisés par les pratiques agricoles et qui sont pour une part perdus et se retrouvent en masse dans nos ressources en eau mais aussi dans l'air ;
- le développement de phénomènes d'érosion dans les régions qui se sont spécialisées dans les grandes cultures ;
- la perte d'autonomie de l'agriculteur. Celui-ci dépend de plus en plus des industries d'amont qui fournissent, engrais, pesticides, semences, aliments du bétail, et mécanisation et qui maîtrisent tous les facteurs de production. Avec les hybrides hier, les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) peut-être demain, avec l'insémination artificielle hier, le clonage, les antibiotiques et les hormones peut-être demain, les agriculteurs risquent de perdre totalement le contrôle de leur activité en perdant le patrimoine qu'ils avaient patiemment construit à partir de leurs ressources génétiques ;
- une forte diminution de la biodiversité par dégradation irréversible d'écosystèmes remarquables. Le drainage des marais, la destruction du bocage, et l'utilisation des herbicides ont entraîné la disparition ou la raréfaction de nombreuses espèces.

## **Une agriculture contre-productive**

Une partie de l'agriculture est parvenue à un tel degré d'intensification et de spécialisation qu'elle en est arrivée à être contre-productive. C'est d'abord la règle des rendements décroissants. Au-delà d'un certain niveau de production la quantité supplémentaire d'intrants ne permet qu'un faible gain de production.

- C'est l'agriculture qui met à la décharge des tonnes de pommes ou de légumes.
- C'est l'agriculture qui a produit "la vache folle" ou qui doit détruire des

millions de porcs atteints par la peste porcine dans des zones de forte concentration en élevage.

- C'est l'agriculture que l'on met en friche, qu'elle soit obligatoire et primée (1,6 million d'hectares gelés en 1993), ou la conséquence de l'abandon de certaines parcelles difficiles à cultiver (souvent par absence d'animaux), ou l'abandon de régions trop défavorisées.
- C'est la terre que l'on "protège" de l'agriculture, comme les périmètres de captage, pour obtenir une eau de qualité.
- C'est l'agriculture qui menace les autres productions (piscicultures, ostréiculture) à cause des pollutions des cours d'eau qu'elle engendre et des prélèvements d'eau trop importants.
- C'est l'agriculture qui s'oppose au tourisme (pullulation d'algues vertes sur les côtes bretonnes).
- C'est le lisier, autrefois source d'engrais organique, qui est devenu aujourd'hui un déchet que l'on traite à coup de milliards de francs d'investissement.
- C'est l'élevage laitier trop intensif qui ne maîtrise plus la qualité bactériologique de son lait et doit le jeter.
- C'est l'agriculture qui a fait décroître ou disparaître des espèces comme la perdrix, le lièvre ou la caille, et beaucoup d'autres.
- C'est l'agriculture qui, avec ses insecticides (cas du "Gaucho"), menace les élevages d'abeilles et l'ensemble des insectes assurant la pollinisation de certaines productions végétales (arboriculture, ...).
- C'est la viticulture qui a trop pollué ses sols par le cuivre et les herbicides, et où il devient impossible d'implanter d'autres cultures.

Cette agriculture intensive qui conduit à délaisser les régions les moins "productives" selon les règles actuelles et à geler des terrains dans les régions les plus productives pour cause de pollution, est devenue **anti-écologique et surtout anti-économique**. Elle produit du chômage en France et détruit ailleurs les agricultures paysannes non mécanisées. Elle bénéficie généralement des aides maximales de la collectivité qu'elles soient directes (aides aux productions) ou indirectes (aides aux investissements comme l'irrigation et le drainage, ou la mise aux normes des bâtiments d'élevage).

**Il est temps de changer les règles et de revenir à une agriculture écologique pour faire vivre de nombreux agriculteurs, et préserver les terroirs.**

## **Pour une agriculture écologique**

L'agriculture durable est une agriculture écologique qui protège les ressources naturelles (sol, eau, air, ...) et la nature, qui adapte ses productions aux conditions écologiques du milieu, qui produit des aliments sains et de qualité, qui maintient les exploitations et ainsi un tissu vivant d'habitants dans le milieu rural, qui pratique des échanges équitables avec les pays du sud. L'agriculture durable est donc multifonctionnelle en ce sens qu'elle n'assure pas seulement la production d'aliments de qualité. Elle doit aussi maintenir un environnement de qualité (duquel elle tire en partie ses ressources) et être un élément de dynamisme des campagnes.

Les aides aux agriculteurs qui constituent aujourd'hui une part importante de leur revenu (environ 50 %), devraient tenir compte des principes qui fondent l'agriculture durable. Il est temps que les aides publiques à l'agriculture internalisent les coûts et les produits externes de l'agriculture en particulier ce qui concerne l'emploi et la pollution.

L'agriculture écologique préserve la fertilité de ses sols, élément fondamental de toute agriculture, en évitant toute érosion et en maintenant sa matière organique.





***L'agriculture écologique est basée sur un principe de mixité qui s'exprimait en grande partie autrefois par la "polyculture-élevage" mais pas seulement.***

C'est le cas des élevages de plein air et extensifs qu'ils soient pour la viande ou pour le lait. En effet les élevages de plein air sont basés sur l'herbe qui par la longueur de son cycle (de 4 ans pour une prairie temporaire à base de trèfle à l'infini pour une prairie permanente) et en étant bien entretenue, garantit une bonne protection du sol. La présence d'animaux et le pâturage permettent un bon recyclage de la matière organique et donc une faible utilisation des engrais chimiques mais aussi des pesticides du fait de la longue rotation des prairies et de leur rusticité. La prairie en assurant une meilleure autonomie des exploitations, permet une forte réduction des intrants et donc des risques de pollution.

Le principe de mixité c'est aussi des rotations les plus diversifiées et les plus longues. Les rotations doivent être basées sur des règles agronomiques et non sur le montant des primes aux cultures.

Les aides publiques doivent être adaptées et aussi favoriser tout ce qui permet la mixité dans une exploitation agricole :

- mixité au niveau des animaux (plusieurs types d'élevage : bovin-lait / porc ou ovin-lait / bovin-viande)
- mixité au niveau de l'usage de l'animal (lait et viande)
- mixité au niveau de la rotation et des assolements (nombre d'espèces cultivées)
- mixité dans le maintien d'espaces naturels au milieu de l'espace agricole (landes, bosquets, arbres, haies, mares, étangs...)
- mixité par la présence d'arbres (prés-vergers, sylvo-pastoralisme, agroforesterie) dans (prés-vergers) ou autour des parcelles (haies bocagères)
- mixité dans la gestion des espaces (transhumance, gestion des parcours et des milieux à faible productivité, étangs, prés salés...)
- mixité dans le mélange d'espèces cultivées (orge-pois, maïs-haricot, trèfle blanc-ray grass,...)
- mixité dans les variétés de l'espèce cultivée (plusieurs variétés de blé, plusieurs variétés de pommiers à cidre,...)

Les aides aux systèmes extensifs doivent être suffisamment incitatives et adaptées pour ne pas conduire à un agrandissement des exploitations. Les aides doivent pouvoir favoriser les petites exploitations et éviter une trop forte intensification de celles-ci cherchant à compenser une faible surface. Les aides doivent donc être plafonnées et dégressives en fonction de la taille du troupeau. Elles pourraient prendre la forme d'aides ponctuelles pour assurer la période de transition sans forcément être pérennes.

Les aides doivent autoriser et favoriser cette mixité. Par exemple pouvoir d'une façon concomitante aider l'élevage à l'herbe et la culture de fruitiers de haute tige dans le cadre de prés-vergers. Le réajustement de la prime à l'herbe, outre le rééquilibrage qui est nécessaire par rapport à la prime maïs ensilage,

se justifie aussi dans le principe d'écoconditionnalité des aides. Son montant doit, dans tous les cas être supérieur, à celui de la prime maïs ensilage.

Le montant de la prime à l'herbe doit aussi tenir compte de la nature de la prairie et de son mode de gestion, et être indexé sur sa durée de vie (une prairie permanente devrait bénéficier d'une prime supérieure à une prairie annuelle ou temporaire). Cette prime pourrait aussi prendre en compte le chargement (éviter les chargements trop élevés ou trop faibles) si aucun autre moyen ne permet de le contrôler.

L'agriculture écologique adapte ses cultures et ses élevages aux conditions écologiques du terroir (nature des sols, pluviométrie, température,...). Par exemple cultiver le maïs là où la chaleur et la pluviométrie estivale le permettent. Dans les montagnes, maintenir les races ovines (comme la Manech au Pays Basque ou les Préalpes dans les Alpes du Sud) et bovines (comme l'Aubrac ou la Salers dans le Massif Central ou la Tarrine dans les Alpes du Nord) adaptées à la mise en estive.

L'agriculture biologique qui s'inscrit globalement dans l'agriculture écologique doit être revalorisée et soutenue plus qu'elle n'est aujourd'hui. Ce soutien ne doit pas se faire seulement au travers des aides à la reconversion, mais aussi des systèmes en place et dans les démarches de développement et de filière. Un bonus de 20 % pourrait être mis en place au niveau des aides PAC (au même titre que la prime irrigation ou à la jachère énergétique). Ce soutien financier pourrait être alimenté par l'application du principe pollueur-payeur appliquée partout sauf en agriculture, en instituant par exemple une taxe sur la consommation d'engrais chimiques et de pesticides.

Les aides à l'intensification des productions doivent être progressivement supprimées comme la surprime aux cultures irriguées et aux investissements à l'irrigation ou au drainage.

Il est temps aussi de mettre fin au développement des élevages industriels en appliquant enfin la loi sur les installations classées, ou la directive nitrates, et le principe pollueur-payeur. Aucune aide publique ne devrait être accordée pour des élevages dépassant une certaine taille (pour les porcs par exemple plafond maximum de 50 truies ou de 500 places de porcs charcutiers). À terme les modes d'élevage "carcéraux" devront être interdits. Le contrôle sur les aliments du bétail, sur la médication et sur le transport des animaux doit être renforcé.

**L'utilisation des Organismes Génétiquement Modifiés, qui représente une nouvelle forme de privatisation du vivant, un renforcement de la dépendance des agricultures vis à vis des grands groupes chimiques et qui présente de nombreux risques sur la santé et sur l'environnement doit faire pour l'heure actuelle l'objet d'un moratoire.** Les firmes détentrices de ces organismes génétiquement modifiés n'ont ni fait la preuve de leur innocuité tant sur l'environnement que sur la santé des personnes ni de leur intérêt économique et agronomique pour l'agriculteur.



## Maintenir une agriculture paysanne

L'intensification de notre agriculture a entraîné la suppression de millions d'exploitations avec aujourd'hui une accélération de cette tendance, environ 30 000 par an. Cette évolution a été en partie nécessaire pour faire face aux besoins en main d'œuvre de l'industrie. **Aujourd'hui à l'heure où la France compte plus de 4 millions de chômeurs, l'État ne peut continuer d'aider les agricultures qui concourent à la suppression des exploitations et donc de l'emploi agricole.**

Le maintien à terme de nombreuses exploitations passe par un frein à l'agrandissement des exploitations en activité et par une politique adaptée à l'emploi des jeunes en particulier hors cadre familial.

**Pour cela il devient urgent de plafonner, par exploitation et par travailleur, l'ensemble des aides, qu'elles soient directes ou indirectes, de façon à opérer progressivement un rééquilibrage nécessaire des aides publiques, et non une concentration de celles-ci comme on l'observe actuellement.**

### **Ces aides doivent aussi être dégressives en fonction du niveau de production**

Le plafonnement des aides directes doit commencer à 100 000 F d'aides par exploitation et être dégressif ensuite (-20 % de 100 000 à 200 000 F, -40 % de 200 000 à 300 000 F...). Le contrôle des structures doit être renforcé pour éviter l'augmentation de la taille des exploitations.

La gestion des quotas de production (droit à produire) doit se faire de telle manière qu'elle favorise les jeunes agriculteurs, les petits producteurs, les régions défavorisées, les systèmes favorables à la gestion de l'espace et du paysage.

Les aides à l'installation des jeunes agriculteurs, qu'elle se fasse dans les normes ou hors norme (surface minimum d'installation), doivent être plus vigoureusement soutenues mais aussi mieux surveillées. Il est nécessaire aujourd'hui de renforcer le dispositif d'installation :

- en élargissant le cadre du "revenu de référence" de façon à ce qu'il intègre bien la progressivité et la diversité des systèmes agricoles en particulier;
- par des mesures novatrices pour accueillir des jeunes non agriculteurs et disposant de faibles capitaux mais formés à ce type d'activité;
- en soutenant la transmission des exploitations hors du cadre familial (pour cela il est nécessaire que le "revenu de référence" intègre bien la progressivité et la diversité des systèmes);
- en ne soutenant que les projets s'inscrivant dans une démarche d'agriculture durable.

**Il s'agit bien là de maintenir des agriculteurs et non des ouvriers agricoles au service de grandes exploitations.** Le maintien du métier d'agriculteur passe par une juste rémunération de son travail. Les agriculteurs

doivent pouvoir vivre de leur métier en gardant un rôle essentiel de producteurs alimentaires mais pas seulement.

**Il ne s'agit pas aujourd'hui de diminuer les moyens alloués à l'agriculture** (environ 75 milliards de francs par an) notamment dans le cadre de la Politique Agricole Commune (PAC), **mais bien de les réorienter.**

Il s'agit par exemple :

- de résoudre le problème des excédents qui grève lourdement le budget de la PAC;
- de supprimer les aides à l'exportation (les restitutions) en affectant ces montants ainsi libérés à de nouvelles orientations;
- en créant une taxe sur les Produits de Substitution aux Céréales (PSC) qui pourrait aussi alimenter un fonds de soutien aux agriculteurs des pays en voie de développement.

### **Ouvrir l'enseignement, la recherche et le développement agricole**

Toutes les idées qui viennent d'être développées doivent être reprises dans l'enseignement, la recherche et le développement agricole.

France Nature Environnement ne demande pas à la recherche de produire des vœux clonés ou des OGM, mais de concevoir des techniques et des systèmes agricoles qui permettent de se passer à terme des pesticides (objectif "zéro pesticides"), **de réfléchir à une agriculture plus autonome nécessitant moins d'intrants et moins polluante.**

**L'enseignement agricole et le développement agricole doivent résolument intégrer les questions d'environnement trop longtemps ignorées.**

### **Pour des produits agricoles et une eau de qualité**

La France a mis en place depuis longtemps une démarche de qualité à travers des produits d'Appellation d'Origine Contrôlée (A.O.C.), des labels rouges, des produits fermiers (dont le statut doit être clairement défini), et plus récemment au travers de l'agriculture biologique (AB). Cette démarche doit être amplifiée et soutenue dans le cadre de la politique et de la réglementation européenne. Elle est souvent un gage de plus-value et parfois un moyen de mieux maîtriser la commercialisation. Des campagnes de communication doivent être menées pour faire connaître ces démarches certifiées auprès des consommateurs. L'étiquetage (origine du produit) doit être amélioré et être plus explicite pour le consommateur.

La prise en compte de l'environnement (diminution voire suppression des intrants, gestion de l'espace et des paysages...) doit être renforcée dans les cahiers des charges. Cette démarche ne pourra que contribuer au démarquage de ces produits qui assurent une valeur ajoutée certaine aux producteurs et qui constituent une part importante des exportations. Ces produits de qualité





## Agriculture, monde rural et environnement : qualité oblige.

Extraits du nouveau rapport de la cellule prospective et stratégie  
du MATE\* (Pujol et Dron), mars 1999.

"(...) L'agriculture est le premier consommateur national d'eau  
(50 à 80 %), le premier émetteur de pollution azotée (65%),  
le deuxième émetteur de phosphore (20 %) (...).

La France est également le deuxième utilisateur de  
phytosanitaires après les USA (...).

"Le quart des nappes européennes dépassent 50 mg/l de nitrates,  
le quart des captages français dépassent 40mg/l, les trois-quarts  
des ressources bretonnes en eau douce dépassent 0,1 µg/l  
de phytosanitaires (...). On parle déjà d'eau directement "traitante"  
ou "fertilisante" (...).

"Dans l'air, l'agriculture émet plus de 90 % du NH<sub>3</sub> (ammoniac),  
la moitié du CH<sub>4</sub> (méthane) et le quart du N<sub>2</sub>O (protoxyde d'azote)  
français, la concentration des phytosanitaires dans l'eau de pluie  
atteint couramment 1 à 2 µg/l quel que soit le lieu."

"Certains usages agricoles (utilisation intensive de produits toxiques  
pour la pédofaune et de matériel lourd) ont entraîné le durcissement  
des sols et la baisse de leur productivité. L'accumulation de métaux  
(Cuivre, Zinc, Cadmium) issus des engrais, boues et déjections  
animales menace certaines terres de phytotoxicité (sauf dépollution  
coûteuse) à un horizon de 10 à 70 ans suivant les endroits  
et les pratiques (...).

"L'agriculture (33 millions d'hectares en France) est le premier  
intervenant sur les paysages et les écosystèmes : 2 millions  
d'hectares, soit le quart des zones humides françaises, ont été  
drainés (par comparaison, les espaces protégés au titre de  
l'environnement en métropole représentent moins de 750 000 ha)."

"C'est aussi le premier utilisateur de la biodiversité : les recherches  
de performances productives sur quelques critères ont beaucoup  
réduit la diversité des espèces domestiques et cultivées (30 races  
bovines en 1950, 3 pour 98 % du cheptel aujourd'hui ; 90 % des  
maïs européens viennent d'une seule souche ; une seule variété de  
pomme, golden, fait les trois-quarts de l'offre marchande).

L'utilisation systématique de produits phytosanitaires a multiplié les  
résistances, mettant en question le potentiel agrochimique disponible  
(plus de la moitié des insectes résistent aux organophosphorés, plus  
de 150 espèces de champignons pathogènes sont résistants, on  
trouve même depuis 1998 des herbes sauvages résistantes au  
glyphosate). L'usage massif d'antibiotiques dans les élevages  
intensifs pourrait accélérer les problèmes de santé publique liés à la  
diffusion des résistances chez les êtres humains (...).

"Les dommages causés par certaines pratiques agricoles intensives  
perturbent fortement d'autres activités économiques qui dépendent  
des mêmes ressources naturelles, notamment de la qualité de l'eau :  
tourisme (explosions algales ou toxiques sur les littoraux bretons),  
conchylicultures et piscicultures (pesticides et algues toxiques),  
industrie agro-alimentaire (nitrates)."

"Retrouver une eau de qualité peut de ce fait coûter cher : pour un  
ménage touché par des excès de nitrates (en  
Bretagne par exemple), on estime à environ 2600 F le  
coût direct de cette pollution (traitement et eau  
minérale obligée) ; par comparaison, les aides  
publiques à l'agriculture sont estimées à 2650 F par  
ménage et par an (...).

\*Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

accrochés à un terroir ne sont, de plus, pas délocalisables.

Les aides publiques doivent permettre de renforcer et développer ces  
filères de qualité au travers du soutien aux producteurs, aux structures  
collectives mises en place et aux instituts et organismes de développement  
(ITAB (1), INAO (2), ...).

Tout ce qui concourt à une augmentation artificielle des productions de  
viande et de lait doit être interdit à la vente, comme l'utilisation des hormones.

L'agriculture non intensive était conciliable avec la production  
d'une eau potable qu'elle soit d'origine superficielle ou phréatique.  
Aujourd'hui l'agriculture intensive a participé à la destruction d'une partie de  
nos ressources en eau qui n'est plus apte à faire face à la demande en eau  
potable tant au niveau de la quantité que de la qualité (en 1996, 35 % du  
linéaire des cours d'eau des Deux-Sèvres ont été mis à sec pour cause  
d'irrigation). La mise en place du principe pollueur-payeur doit renverser la  
tendance en aidant les systèmes et les pratiques conciliables avec le maintien  
d'une eau de qualité et en quantité.

Il n'est plus tolérable que certaines agricultures détruisent nos ressources  
en eau et ainsi notre santé et notre économie. L'utilisation des pesticides dont  
les résidus dans l'alimentation contribuent à l'augmentation des cancers doit  
faire l'objet d'un contrôle renforcé. Un plan doit être mis en place pour réduire  
fortement (et éliminer à terme) l'utilisation de ces produits dangereux pour la  
santé humaine et pour la nature.

## Protéger les espaces agricoles

Environ 60 000 hectares de terres agricoles disparaissent chaque année.  
Certaines de manière réversible (15 000 ha par an se boisent ainsi  
naturellement ou artificiellement), d'autres de manière irréversible (45 000 ha  
disparaissent ainsi chaque année sous le béton des maisons, des routes ou des  
aéroports, ou pour l'extraction de granulats). Ainsi la surface agricole utile est  
passée de 34 millions d'hectares en 1960 à 29 millions aujourd'hui. Ce sont  
souvent les terres agricoles les plus fertiles qui disparaissent (ceintures vertes  
des villes, terres des vallées, ou le grenier à blé qu'est l'Île de France).

La protection des terres agricoles doit être renforcée. Une taxe sur  
l'artificialisation des terres agricoles doit être mise en place pour permettre  
d'acquérir des terres agricoles à proximité des villes, pour développer des  
jardins familiaux ou permettre l'installation de jeunes fermiers qui pourraient  
être la vitrine de l'agriculture écologique et pour opérer une reconquête  
paysagère et patrimoniale dans la région concernée. Concernant cette taxe il  
faudrait imposer l'utilisation des ressources financières dégagées dans la région  
de prélèvement. Il serait en effet paradoxal que le produit de cette taxe  
provenant par exemple de la Région Île de France (à forte artificialisation des  
sols) soit affectée nationalement dans le Massif central ou les zones de  
montagne.

Les terres agricoles sont aussi menacées par la pollution industrielle :  
dioxines des usines d'incinération ou des usines chimiques (accident de Seveso),  
radioactivité des centrales nucléaires, et autres polluants chimiques déversés  
dans l'air (fluor des usines d'aluminium) ou même épandage non contrôlé de  
certaines boues de station d'épuration polluées par les métaux lourds (plomb,  
mercure, chrome). La perte de terres agricoles obligera à terme à intensifier  
toujours plus les productions pour produire un volume constant, ce qui va à  
l'encontre d'une agriculture écologique et durable.

## Pour des échanges équilibrés avec les pays du sud

L'agriculture européenne comme nord-américaine n'a pas  
vocation à nourrir le monde et ce pour plusieurs raisons :

- l'autonomie alimentaire des États est préférable et il vaut mieux soutenir  
leurs agricultures quand elles sont en sous-production alimentaire ;
- on oublie trop souvent que ces États nous fournissent de nombreux produits  
(café, cacao, soja, coton, bois, agrumes, caoutchouc) et des ressources  
indispensables à notre agriculture (phosphates, énergie), mais à un prix qu'ils  
ne sont pas en mesure de maîtriser. Les pays du sud contribuent donc  
aussi à nous nourrir, alors que l'on pense souvent le contraire. Une étude a  
montré que la France exportait en 1990 l'équivalent de la production de



## L'UTILISATION DES TERRES AGRICOLES

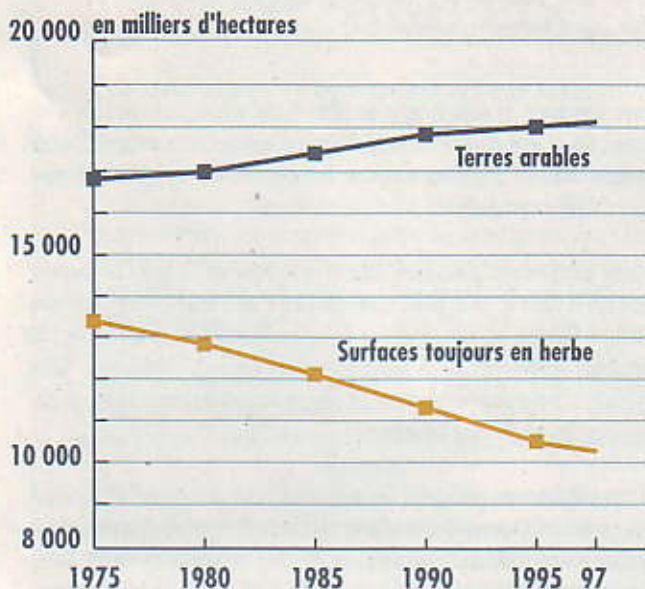


Fig 1 - Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES). In *l'Environnement en France*, IFEN, 1999.

6 millions d'hectares mais qu'elle importait la production de 7,6 millions d'hectares !

- les aides apportées à l'agriculture européenne et nord-américaine contribuent à maintenir à un niveau très bas les prix des produits alimentaires sur le marché mondial. En concurrençant les productions locales, ceci a pour conséquence de détruire les "agricultures manuelles", qui ne sont pas assez productives mais qui font encore vivre des centaines de millions de paysans dans le monde.

La plupart des exportations actuelles, surtout celles qui concernent les productions de masse, contrairement à celles liées aux produits de qualité, ne se justifient donc plus, tant sur le plan économique qu'humanitaire. Si l'on souhaite augmenter nos rentrées de devises, il est certainement préférable de continuer à développer un tourisme basé en partie sur la richesse de nos terroirs, et donc de nos agricultures, avec des agriculteurs proches de la nature.

### Pour une agriculture acteur du développement local

Le développement local passe aussi par le maintien de l'emploi agricole qui constitue dans de nombreuses régions le pivot de la vie rurale. L'agriculture doit de plus en plus s'inscrire dans les démarches de territoire animées par les collectivités locales (communes, communautés de commune, pays, parc régional, département), en partenariat avec les autres partenaires (chambre d'agriculture, ONG). Les agriculteurs sont des acteurs importants des territoires ruraux mais ne sont pas les seuls. Ils doivent contribuer à apporter des solutions pour développer le tourisme (entretien de paysages de qualité, chemins, accueil à la ferme), pour participer au recyclage des déchets organiques, pour maintenir et gérer harmonieusement les espaces naturels.

Cette participation peut trouver une concrétisation dans le cadre de contrats négociés qu'ils soient collectifs ou individuels tels que "les Contrats Territoriaux d'Exploitation" (CTE), les Plans de Développement Durable (PDD), ou les opérations locales agri-environnementales.

### Bâtir de nouvelles relations entre producteurs, distributeurs et consommateurs

Il faut permettre aux producteurs de sortir du cycle de dumping imposé par la grande distribution qui maîtrise aujourd'hui plus de 50 % du marché de

l'alimentation. Cela peut se faire au travers de la recherche d'un prix garanti mais aussi en aidant toutes les coopératives de production-distribution en particulier en développant des structures décentralisées de circuits courts de consommation les plus proches possibles du consommateur comme par exemple le réseau Biocoop qui distribue les produits de l'agriculture biologique.

### Pour une agriculture partenariale

Il est plus que temps pour l'agriculture qu'elle s'ouvre sur ces autres partenaires que sont les collectivités locales, les associations de défense de l'environnement, les usagers de l'espace et les consommateurs.

France Nature Environnement a mis en place ce principe depuis 1990 en participant à la création de l'Alliance : paysans-écologistes-consommateurs. Cette alliance doit permettre une meilleure compréhension entre ces partenaires et accompagner les évolutions alimentaires des consommateurs responsables.

Le partenariat est une chance pour l'agriculture de demain, en ce sens qu'il ouvre de nouveaux horizons et qu'il est la condition nécessaire à l'établissement d'un nouveau contrat social entre les agriculteurs et le reste de la société. **L'agriculture est aujourd'hui un milieu parfaitement étanche où le débat citoyen ne peut s'exprimer.** Aucune commission nationale rassemblant aux côtés des agriculteurs, des écologistes et des consommateurs n'existe pour débattre sur l'avenir de notre agriculture. Les commissions départementales d'orientation agricole, les conseils d'administration des SAFER (3), du CNASEA (4), des ADASEA (5), de l'ANDA (6), de l'INAO et de l'ensemble des organismes agricoles doivent s'ouvrir à ces nouveaux partenaires.

Ce partenariat doit aussi se faire dans les deux sens. **Les consommateurs doivent être conscients des impacts de leur mode de consommation et leur façon d'acheter.** Il est important que le prix payé par le consommateur rétribue le travail de l'agriculteur. Au niveau du mode de consommation, il est important de rappeler qu'une consommation importante de viande entraîne une intensification de l'agriculture : une consommation d'1 kg de viande supplémentaire par français nécessite l'équivalent de 100 000 ha de production végétale supplémentaire. Une consommation de produits de saison est aussi préférable si l'on ne veut pas entraîner des coûts énergétiques importants : chauffage des serres, transport.

**Philippe Pointereau**  
Responsable du réseau agriculture  
de France Nature Environnement

*Ce texte est extrait de la plate-forme du réseau agriculture  
de France Nature Environnement.*

#### Bibliographie

- "Agriculture et environnement", ouvrage collectif de France Nature Environnement, Éditions Syros, 1986, 319 p.
- "Histoire des agricultures du monde", M. Mazoyer et L. Roudart, Éditions du Seuil, 1997, 534p.

- 1 : Institut Technique de l'Agriculture Biologique
- 2 : Institut National des Appellations d'Origine
- 3 : Société d'Aménagement Foncier de l'Espace Rural.
- 4 : Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles.
- 5 : Association Départementale pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles.
- 6 : Association Nationale du Développement Agricole.



## une réforme qui n'en est pas une

## La PAC au cœur des débats sur l'agriculture

Les débats actuels sur l'agriculture, Loi d'Orientation Agricole (LOA), réforme de la Politique Agricole Commune (PAC), utilisation des hormones et des Organismes Génétiquement Modifiés, renégociation du volet agricole de l'Office Mondial du Commerce, à tous les niveaux concernent l'ensemble des citoyens et en particulier les associations environnementales et de consommateurs. La PAC est au cœur de ces débats, d'une part parce qu'elle apporte l'essentiel des aides agricoles, 60 milliards pour la France, et d'autre part parce qu'elle préfigure les futures orientations que prendra l'Union Européenne dans les négociations à venir de l'OMC.

Nous sommes tous concernés car il s'agit là de notre alimentation, de notre santé, de la qualité de notre environnement, de l'avenir de nos campagnes et de l'équilibre des échanges avec les autres pays. Nous le sommes d'autant plus que les 75 milliards d'aides allant à l'agriculture venant de l'Europe, de l'État ou des régions, proviennent de nos impôts.

Les objectifs actuels de l'agriculture ne sont plus du tout en phase avec les objectifs du traité de Rome qui visait un accroissement massif de la production agricole. L'agriculture de demain devra être plus respectueuse des ressources naturelles, beaucoup plus juste socialement et écologiquement quant à son mode de redistribution des aides publiques. Elle devra répondre aux nouvelles attentes de la société en matière de qualité des produits et des paysages. Elle devra maintenir l'emploi agricole.

## La politique agricole commune

Elle a pris corps en 1957 avec la signature du traité de Rome par 6 pays et la création "d'un marché commun", c'est-à-dire, sans barrière douanière entre

les pays signataires et avec la mise en place d'une même protection vis à vis des pays tiers. Son objectif principal était d'assurer une autosuffisance alimentaire et devait permettre d'assurer aux agriculteurs des prix élevés pour la plupart de leurs productions.

Deux mécanismes principaux étaient à la base de ce que l'on appelle aujourd'hui la PAC : la "préférence communautaire" et "l'intervention", politique consistant à éliminer les excédents soit en subventionnant les exportations soit en détruisant les produits ou en leur trouvant des débouchés industriels. Ainsi, les produits alimentaires entrant en Europe se trouvaient taxés pour ne pas concurrencer les productions européennes.

Cette politique qui protégeait les agriculteurs européens en leur assurant un prix garanti allait permettre une forte croissance de la production conduisant à dépasser le seuil d'autosuffisance à partir de 1975. **A partir de cette date, la quasi totalité des productions est devenue excédentaire, sucre, puis beurre, céréales, lait et viande bovine.**

Ce mécanisme de protection, efficace en période de pénurie, est rapidement devenue incontrôlable en situation d'excédent.

Une brèche dans la PAC va être ouverte et aura pour effet d'augmenter encore plus ces excédents. Elle consistera à ne pas taxer les importations d'aliments du bétail comme les tourteaux de soja ou les sous-produits du maïs : les fameux PSC, ou Produits de Substitution aux Céréales. Ces produits à bas prix vont entrer massivement en Europe et faciliter le développement des élevages industriels hors sol. Ainsi en 1992 l'Europe importera plus de 57 millions de tonnes alors qu'elle dispose de 30 millions de tonnes de céréales en excédent.

## LES CONCOURS PUBLICS PAR SYSTÈME D'EXPLOITATION EN 1997

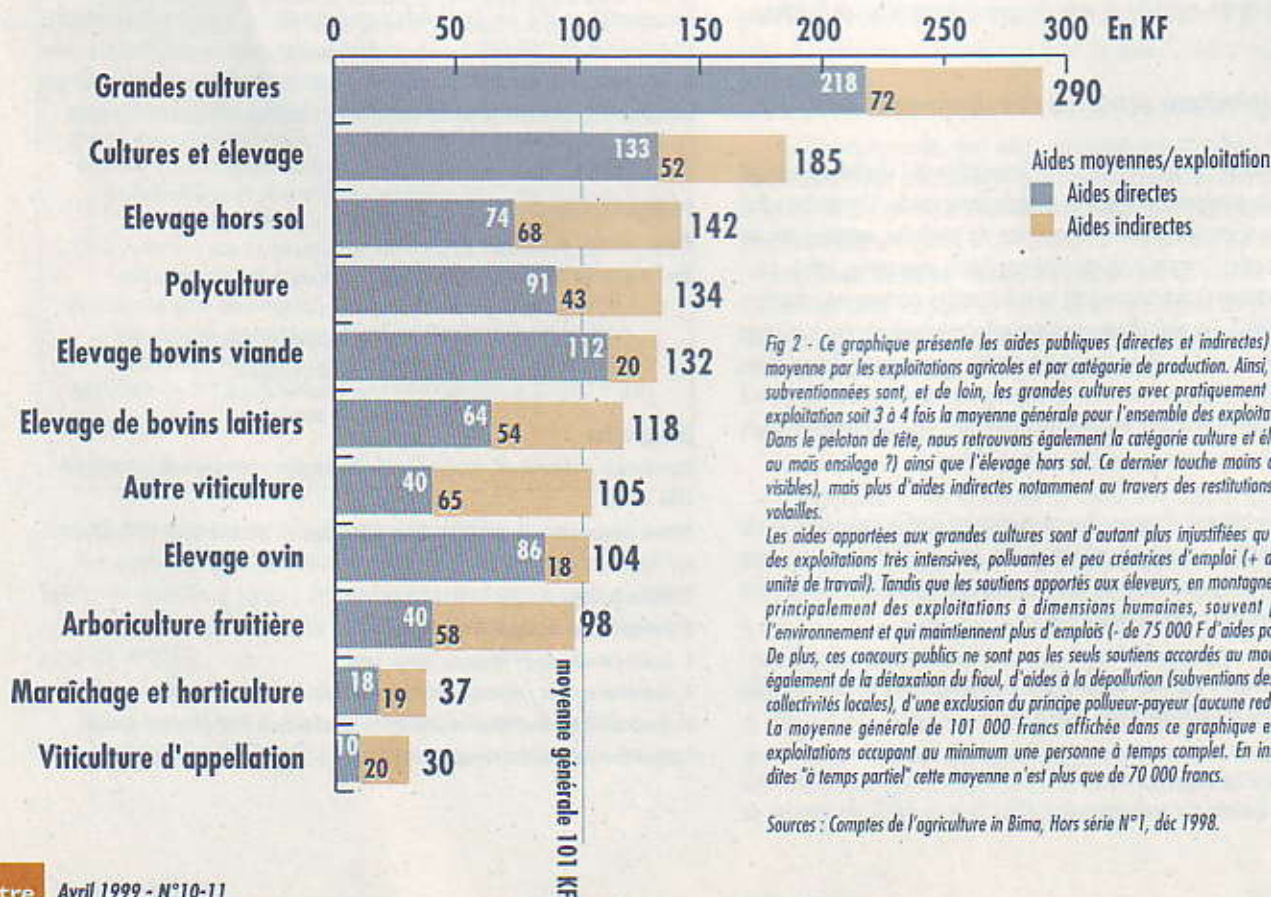


Fig 2 - Ce graphique présente les aides publiques (directes et indirectes) qui ont été perçues en moyenne par les exploitations agricoles et par catégorie de production. Ainsi, les exploitations les plus subventionnées sont, et de loin, les grandes cultures avec pratiquement 300 000 F d'aides par exploitation soit 3 à 4 fois la moyenne générale pour l'ensemble des exploitations françaises. Dans le peloton de tête, nous retrouvons également la catégorie culture et élevage (effet de la prime au maïs ensilage ?) ainsi que l'élevage hors sol. Ce dernier touche moins d'aides directes (les plus visibles), mais plus d'aides indirectes notamment au travers des restitutions sur les exportations de volailles.

Les aides apportées aux grandes cultures sont d'autant plus injustifiées qu'elles concernent surtout des exploitations très intensives, polluantes et peu créatrices d'emploi (+ de 75 000 F d'aides par unité de travail). Tandis que les soutiens apportés aux éleveurs, en montagne notamment, concernent principalement des exploitations à dimensions humaines, souvent plus respectueuses de l'environnement et qui maintiennent plus d'emplois (- de 75 000 F d'aides par unité de travail). De plus, ces concours publics ne sont pas les seuls soutiens accordés au monde agricole. Il bénéficie également de la détaxation du fioul, d'aides à la dépollution (subventions des agences de l'eau et des collectivités locales), d'une exclusion du principe pollueur-payeur (aucune redevance pollution), etc. La moyenne générale de 101 000 francs affichée dans ce graphique est calculée à partir des exploitations occupant au minimum une personne à temps complet. En intégrant les exploitations dites "à temps partiel" cette moyenne n'est plus que de 70 000 francs.

Sources : Comptes de l'agriculture in Bima, Hors série N°1, déc 1998.



## RÉACTIONS À L'ACTION "COMMANDO" DU 8 FÉVRIER MENÉE PAR DES AGRICULTEURS BEAUCERONS DANS LES LOCAUX DU MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

**Ce ne sont pas les agriculteurs qui ont cassé...  
mais les CRS !**

Extraits de l'interview de M. Masson, Président de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA) du Loiret par la République du Centre du 10 février 1999.

"Je ne comprends pas vraiment ce qui se dit et les images que l'on nous présente ! J'y étais. Je n'ai pas vu d'actions dures sur les personnes ni sur le mobilier (...). Quand à la casse, (...) j'ai l'impression que cela s'est produit quand les CRS ont investi le bâtiment et qu'ils ont poursuivi des agriculteurs. Dans la "bataille", il y a eu du mobilier renversé... (...) j'ai vu aussi des CRS casser des meubles et des vitrines en chargeant. (...) Les dégradations ont été causées plus par l'action des forces de l'ordre que par les agriculteurs eux-mêmes."

"S'ils montent ainsi en pression, c'est qu'il y a vraiment un phénomène de ras-le-bol et de grande détresse parmi les agriculteurs... Ce que propose Bruxelles, c'est de baisser encore les prix et d'augmenter les compensations, compensations qui nous seront reprochées par ceux-là même qui nous reprochent aujourd'hui les compensations de 1992 (...)"

"Je ne tolérerai pas qu'il y ait des dérapages et, surtout des menaces physiques à l'égard de qui que ce soit... Malheureusement, si l'on continue à entraîner les gens vers le désespoir, on ne pourra pas contrôler la base."

(NDLR : ce serait-on trompé de cible ?, ou alors le petit Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement est-il devenu plus influent que celui de l'Agriculture dans la négociation de la nouvelle PAC ? quelle reconnaissance !).

Réactions du Syndicat National de l'Environnement (SNE) de la CFDT (extraits de son communiqué).

"Le Syndicat National de l'Environnement (SNE) de la CFDT condamne l'action musclée des agriculteurs beaucerons au Ministère de l'Environnement (...). D'après des témoignages de nos collègues du Ministère, les auteurs de cette action violente (...) ont certes mis à mal les outils et documents de travail, mais surtout ils ont pris à parti physiquement les personnes qui tentaient de limiter la casse (...)"

"Les responsables de cette manifestation ont justifié leur colère en dénonçant à la fois la baisse des prix, la réforme de la PAC, et la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) (...)"

"Nous observons que cette action a été conduite par des céréaliers beaucerons qui ne représentent que la minorité aisée du monde agricole, laquelle perçoit pourtant une bonne partie des aides financières que la PAC alloue à la France !"

"Les agriculteurs beaucerons ont bien compris qu'ils ne pourront plus échapper longtemps à leurs responsabilités et qu'ils devront modifier leur pratique actuelle qui ne respecte pas l'environnement (irrigation, engrais chimiques et produits phytosanitaires)."

## La nécessité d'une première réforme de la PAC

Cette situation de surproduction va entraîner une augmentation considérable du budget de la PAC. En 1984 une première mesure est prise celle de l'instauration de quotas laitiers, qui va permettre très rapidement d'éliminer les stocks de beurre et de poudre de lait. Le quota garantit un prix jusqu'à un certain volume de production et pénalise le litrage excédentaire. Mais la production céréalière va rester incontrôlable du fait que les pénalités mises en place par la PAC, en cas de dépassement d'un certain volume, sont appliquées à tous les agriculteurs d'un Etat sans distinction, les pauvres comme les riches.

## La réforme manquée de 1992

Cette réforme basée sur un soutien, non plus seulement au kilo, mais sur des aides directes à l'hectare ou à la tête de bétail, était en contradiction avec l'esprit des premières propositions de réforme qui prévoyaient de soutenir les productions d'une façon dégressive. Ainsi à l'origine les "petits producteurs", moins de 20 ha de céréales, auraient touché les primes sans obligation de gel tandis que les "gros producteurs", plus de 50 ha, auraient dû geler 15 % de leurs surfaces sans prime sur ces surfaces gelées. Ce dispositif aurait eu l'avantage de mettre un frein à l'agrandissement des exploitations et à l'intensification des productions. Malheureusement les lobbies des gros producteurs et des filières ont pesé de tout leur poids et la réforme a été finalement toute autre, et c'est ainsi qu'aucun plafonnement des aides et des primes céréales n'a été mis en place, y compris pour les surfaces en gel pour lesquelles les aides sont restées proportionnelles au rendement moyen du département.

Si ce dispositif a permis de mieux contrôler le budget PAC, les surfaces agricoles n'étant pas extensibles, contrairement au volume de production, il n'a pas permis de mieux répartir les soutiens entre les petits et les gros producteurs, entre les filières et entre les régions.

Finalement le dispositif n'aura pas permis de freiner les productions contribuant ainsi à augmenter les restitutions et donc le budget de la PAC.

## L'échec de la réforme de 1992

### Un échec au niveau de l'équité devant les aides publiques

Seul point positif de cette réforme, une augmentation du revenu moyen des agriculteurs mais avec de profondes inégalités. Ainsi les 8 % des plus grandes exploitations, de plus de 100 hectares, et percevant des aides aux grandes cultures, ont reçu 14 milliards de francs, soit 38 % de ces aides et une moyenne de 415 000 francs par exploitation. Le résultat moyen d'une exploitation ovine ou bovine est de 50 % inférieur à celles cultivant principalement des céréales. Le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) des exploitations du Limousin est de 23 % celui des exploitations d'Île de France. Cela veut-il dire que les éleveurs ovins travaillent moins que les céréaliers ou sont moins compétents ?

La réforme de la PAC n'a donc pas permis de redistribuer différemment les 75 milliards d'aides publiques entre les agriculteurs et donc entre les productions et les régions. Les riches sont restés riches !

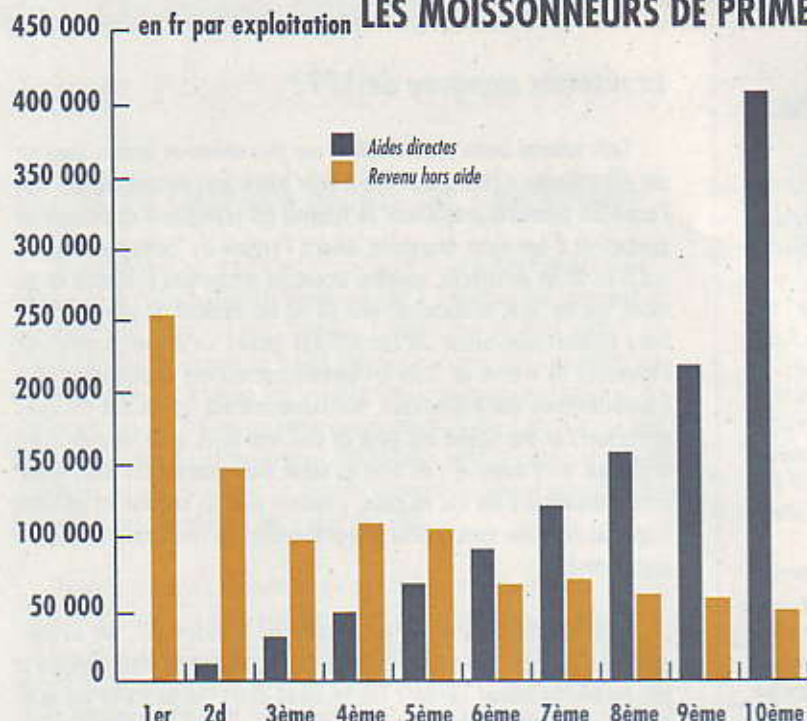
### Un échec social

C'est certainement le plus grave échec de cette réforme qui a accéléré la disparition des agriculteurs. L'aide à la préretraite des agriculteurs n'a pas été accompagnée de moyens suffisants tant financiers que réglementaires pour installer des jeunes et compenser les départs. L'agriculture a ainsi perdu 60 000 actifs par an, soit un taux de disparition 2 fois supérieur à celui des années 1975-1990.

Pour installer plus de jeunes avec un revenu correct, il aurait fallu prévoir une meilleure répartition des aides et une réduction des charges résultant de l'achat d'engrais, de pesticides, et de la mécanisation. Ces intrants n'ont cessé de croître et représentent aujourd'hui 53 milliards de francs pour l'alimentation du bétail, 18 milliards pour les engrais, 16 milliards pour les pesticides, 7 milliards pour les frais vétérinaires, 10 milliards pour les produits pétroliers. Ces consommations "intermédiaires" représentaient en 1997 48 % des livraisons contre 41 % en 1990 et 29 % en 1970.



## LES MOISSONNEURS DE PRIMES



Source : RICA 1996 (SCEES - INSEE - INRA) - Traitement BEP - in BIMA, 1998.

Fig 3 - Les aides directes qui représentent 66 % des soutiens publics à l'agriculture ont, d'après le Bima de décembre 1998, de véritables effets pervers. En effet ce graphique, qui permet de partir du classement des seuls agriculteurs "professionnels" (1) en 10 classes d'effectifs égaux (10 déciles de 42900 individus) d'illustrer la répartition des aides directes, met ainsi en évidence que les exploitants qui figurent dans les deux dernières classes (soit les 85 800 plus importants bénéficiaires) ont perçu 27 milliards de francs, soit plus de la moitié des aides directes en 1996. Ces 85 800 exploitations sont constituées à 42 % de producteurs de céréales et d'oléoprotéagineux, de 16 % de grandes cultures et herbivores, 14 % de bovins viande, 12 % autres grandes cultures, etc. "Pour ces agriculteurs, les transferts directs (314 000 F par exploitation en moyenne) ont constitué 85 % du revenu disponible (...). Ainsi "les entreprises qui bénéficient le plus des aides directes (...) sont également celles qui apparaissent les plus vulnérables (...). En l'absence de toute subvention ces entreprises ne disposeraient que de 50 000 F pour investir et rémunérer le travail familial, contre 256 000 F pour les exploitants qui ne perçoivent pratiquement aucun soutien direct". En définitive ce graphique nous interpelle véritablement sur les effets contre-productifs de ces aides qui favorisent des systèmes d'exploitations peu performants sur le plan agronomique et dont économique (mauvaise gestion des intrants, assolements peu performants, mauvaise valorisation des fumiers et autres engrais organiques, etc.)

(1) : à savoir les 429 000 exploitations qui emploient ou moins 0,75 Unité de travail et dont la dimension économique est supérieure à 12 hectares d'équivalent-blé en région Centre, soit 61 % des entreprises agricoles françaises qui à elles seules bénéficient de 94 % des aides directes. Quel avenir pour les 39 % d'exploitation dites "non professionnelles" qui représentent plus de 300 000 entreprises et dont bon nombre se transformeront en "professionnelles".

Ce recul du nombre d'actifs agricoles se justifie d'autant moins que la France compte 4 millions de chômeurs.

Les 75 milliards d'aides publiques annuelles consacrées à l'agriculture n'auront pas été un levier pour soutenir l'emploi, bien au contraire. Le secteur agricole apparaît comme un monde à part, en terme de politique de l'emploi, où est annihilée une grande partie des efforts de création d'emplois faits dans d'autres secteurs économiques. **Et cette disparition des agriculteurs va continuer à se manifester, puisque pour maintenir leurs revenus à terme, il faut que leur nombre diminue !**

### Un échec au niveau de l'environnement

Le verdissement attendu de la politique agricole n'est point venu. Tous les indicateurs environnementaux sont au rouge.

1. La prairie qui assure une bonne protection des sols et de l'environnement est en recule de 562 000 ha entre 1992 et 1997. De même les surfaces occupées par les haies et arbres épars ont reculé de 40 000 ha, simplifiant d'autant les paysages.

2. Les élevages n'ont cessé de s'agrandir et de se concentrer dans certaines régions. Ainsi les gros élevages de porcs (de plus de 1 000 porcs) qui représentaient 17 % des effectifs en 1979, représentaient en 1995 56 % des effectifs. La production de porcs en Bretagne a augmenté de 15 % entre 1993 et 1997 (passant de 7,5 millions de porcs à 8,7 millions) et sa part du marché national est passée de 53 % à 56 %, alors que c'est le contraire qu'il aurait fallu mettre en œuvre. Et cela continue en 1998 puisque les préfets autorisent la création ou l'extension de porcheries. Le résultat de cette concentration outre la pollution massive a été la création d'un excédent de 200 000 tonnes de viande en 1997 aboutissant à la situation que l'on connaît aujourd'hui. Rappelons au passage que 276 millions d'aides ont été accordées par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne aux gros élevages en 1995, 1996 et 1997 (soit une aide moyenne de 70 000 F par élevage). Il en est de même pour les élevages de poulets de chair. Les gros élevages de plus de 20 000 poulets qui représentaient 42 % de l'effectif national en 1979 sont passés à 59 % (la part de la Bretagne passant de 41 % en 1988 à 44 % en 1995).

3. La pollution azotée qu'elle soit d'origine minérale ou organique a continué de progresser. La consommation d'azote chimique est passée de 2,1 millions de tonnes en 1992 à 2,6 en 1998, ceci malgré une situation d'excédents, et a contaminé dans de nombreuses régions la plupart des rivières et des nappes. On ne compte plus le nombre de captages d'eau potable qui ne sont plus conformes. 12 % ne sont plus aux normes, et 25 % sont menacés à terme, d'autres ont dû être fermés ou font l'objet d'un traitement de dénitrification et 50 % de la Surface Agricole Utile (SAU) française se trouve en zone vulnérable selon la directive sur les nitrates.

4. La consommation de pesticides est passée de 85 000 tonnes en 1992 à 110 000 tonnes en 1997. La contamination des eaux par les pesticides atteint des niveaux inacceptables. 13 % des habitants consommant l'eau d'unités de distribution métropolitaines ont reçu une eau qui a dépassé au moins une fois les valeurs réglementaires en pesticides. Et la situation est encore plus grave dans les petits réseaux ruraux. Seulement 3 % des eaux de surface sont exemptes de contamination.

5. Les superficies irriguées ont progressé de 144 000 ha entre 1990 et 1995 (soit une augmentation de 10 %) et cette progression est entièrement due au maïs irrigué qui a bénéficié d'une surprime de 700 millions de francs. Cette situation n'a fait qu'aggraver le déficit chronique des rivières et des nappes. Dans la région Poitou-Charentes 150 km de rivières ont été asséchés durant l'été 1998.

6. Les surfaces drainées sont passées de 2,1 millions d'hectares en 1988 à 2,7 en 1997, continuant d'assécher de nombreuses zones humides et réduisant d'autant la capacité naturelle de stockage d'eau des milieux naturels.

7. De nombreuses espèces animales comme l'Outarde canepetière, le Râle des genets ou la Guifette noire sont directement menacées par ces pratiques agricoles intensives. Dans les rivières la biodiversité est réduite, certaines populations de poissons sont en phase de raréfaction.

En conclusion, la première réforme de la PAC a accéléré l'intensification des pratiques agricoles alors qu'elle aurait dû y mettre fin. Cela se traduit par une dégradation généralisée de l'environnement qui génère des coûts de plus en



plus importants. La pollution par les nitrates coûte aujourd'hui environ 3,5 milliards de francs par an et autant pour celles par les pesticides. Cette facture loin d'être payée par le pollueur, l'agriculteur intensif, est payée par le consommateur et la collectivité. C'est une partie de l'augmentation du prix de l'eau au robinet et ce sont les 14 milliards d'achat d'eau minérale (soit 6 fois plus en francs constants qu'en 1960).

**Les aides agri-environnementales qui auraient pu réorienter les pratiques agricoles n'auront représenté que 2 % des aides publiques à l'agriculture, avec des montants qui sont sans commune mesure avec les aides aux grandes cultures.**

L'accès à la prime à l'herbe de 300 F/ha dans le cadre d'un cahier des charges très strict (moins de 1,4 Unité Gros Bétail (UGB)/ha, plus de 75 % de la surface en herbe, entretien des haies et des fossés) n'a pu rivaliser avec la prime au maïs ensilage d'environ 2000 F/ha qui n'oblige à aucun respect particulier de l'environnement.

L'intensification des productions céréalières a aussi induit une surproduction qui a conduit à geler en moyenne 1,6 millions d'hectares de terre entre 1993 et 1997 faisant l'objet d'une aide annuelle de 3,6 milliards de francs, une aberration écologique et économique.

Plutôt que de continuer à intensifier, à irriguer, à polluer et à geler, il aurait été certainement moins coûteux pour tout le monde de réduire l'intensification des pratiques. Moins d'excédents, moins de pollution, moins de dépenses d'engrais et de phytos. La PAC de 1992 ne l'a pas fait. La réforme de 1999 le fera-t-elle ?

## **Les grandes lignes de la réforme de 1999**

Elles ne diffèrent guère de la réforme de 1992 et on se demande s'il faut parler de réforme. L'objectif est tout simplement de continuer de baisser les prix agricoles pour chercher à se rapprocher d'un soit disant prix mondial, libéralisme oblige, en les compensant en partie par une augmentation des aides directes. Mais toujours pas de plafonnement des aides, sauf pour ceux qui touchent plus de 650 000 F, soit 1 % des exploitations, et qui auront alors un abattement de 20 % au-delà ! Et toujours pas de soutien aux systèmes de production écologique, comme le système à l'herbe ou l'agriculture biologique.

Une seule avancée, la possibilité de conditionner les aides au respect de l'environnement ("écoconditionnalité"). Mais sur quels critères et pour quel montant, tout l'enjeu est là. Mais toujours pas de suppression de la surprime à l'irrigation ou de l'aide au maïs ensilage.

## **Les faux arguments de la "réforme" de 1999**

### **Stabiliser le budget agricole**

La réforme actuelle, en ne permettant pas une maîtrise des productions, va encore consacrer une part importante de son budget aux subventions à l'exportation (restitutions) qui sont aujourd'hui d'environ 8 milliards d'écus pour l'Europe (plus de 7 milliards de francs en 1996 pour la France).

La maîtrise des productions, le maintien des prix actuels, la suppression des restitutions, le plafonnement et la modulation des aides directes, la suppression des aides à l'intensification (prime irrigation, prime au maïs ensilage) constituent les meilleurs outils pour stabiliser le budget agricole européen.

## **L'urgence de boucler la réforme**

Faut-il priver cette "réforme" d'un véritable débat citoyen sous prétexte des négociations de l'OMC à venir. Pourquoi l'Europe doit-elle se plier aux exigences de l'OMC au détriment de son modèle européen et de la préférence communautaire. Quelle est l'urgence de voter cette réforme en mars ? Si ce n'est, de ne pas laisser à l'ensemble des acteurs de la société le temps de débattre des enjeux de l'agriculture. Débat qui risquerait de montrer l'inopérance de cette réforme et l'inadéquation par rapport aux objectifs que l'on en attend.

## **Baisser les prix agricoles en Europe sous prétexte d'intégration des PECO**

Cet argument n'est pas crédible, car aujourd'hui les prix agricoles dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO), sont supérieurs aux prix dans l'Union. C'est le cas de la Pologne qui représente 60 % de la production des PECO.

## **Les fabuleux marchés à l'exportation**

Rien ne permet de croire à des débouchés importants dans les pays tiers à long terme. La Chine, l'Inde, l'Indonésie sont devenues autosuffisantes. Les stocks céréaliers de l'Union dépassent aujourd'hui les 13 millions de tonnes.

## **Les véritables raisons de la réforme : nourrir les grands groupes plutôt que nourrir le monde**

Il s'agit en faisant baisser les prix, voire en libérant les quotas, de livrer encore plus l'agriculture au marché mondial, donc aux firmes agro-alimentaires et à la grande distribution en faisant croire que c'est le consommateur qui va en bénéficier. Aux USA le coût du porc est actuellement 4 fois plus bas que le prix français qui n'est déjà pas bien haut. La réforme vise avant tout à accroître le marché et les échanges au profit des grands groupes de l'agrochimie à l'agro-alimentaire au détriment de l'agriculteur et de la santé du consommateur.

Un échec programmé d'avance si un autre virage n'est pas pris dans les mois qui viennent.

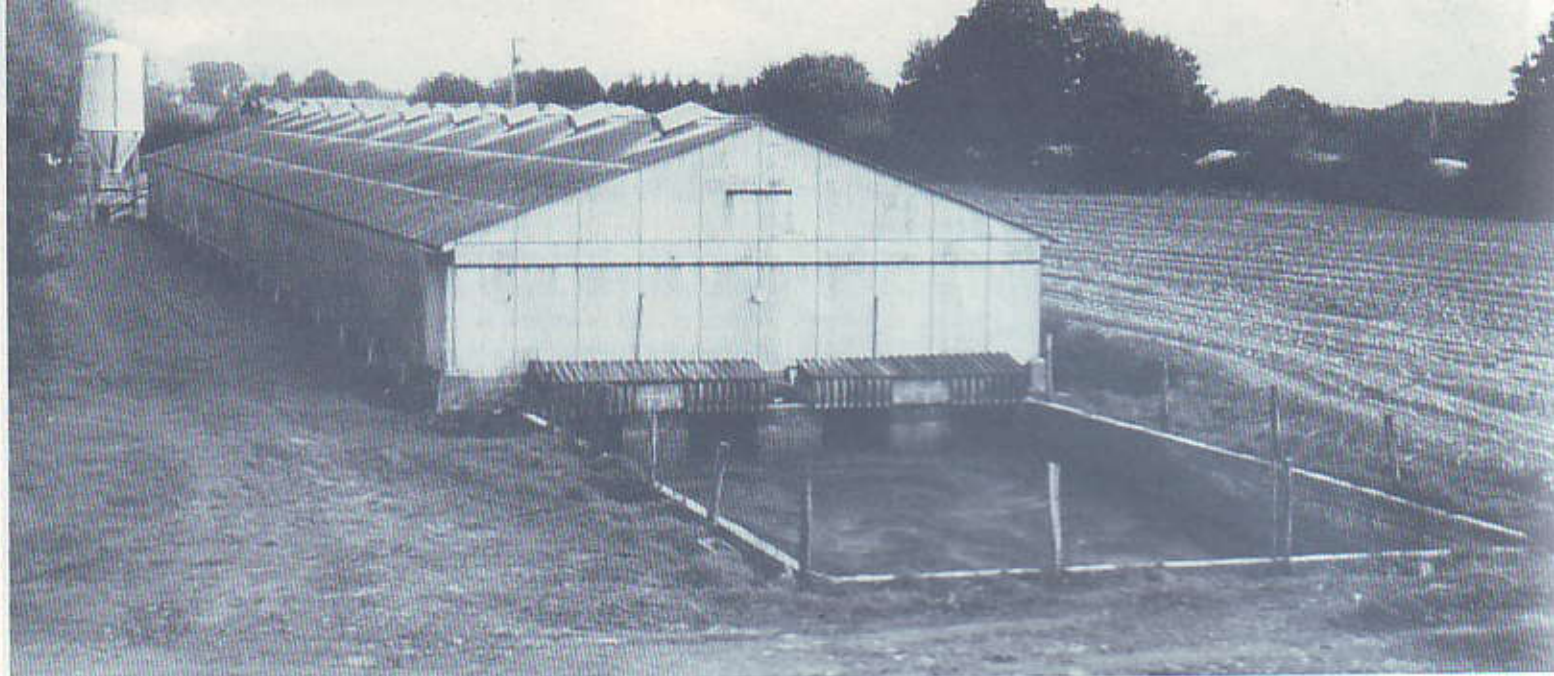
Cette réforme va continuer de faire disparaître les exploitations paysannes car c'est le moyen choisi pour maintenir le revenu de ceux qui restent.

Cette réforme ne va pas permettre non plus de rééquilibrer les revenus entre les exploitations d'élevage et de grandes cultures.

Cette réforme en abaissant encore un peu plus le prix d'intervention risque, d'un côté et à terme, de menacer les productions européennes en laissant pénétrer plus facilement des produits importés, de l'autre de continuer à détruire les agricultures vivrières de nombreux pays du Sud. En effet les agricultures peu mécanisées de ces pays et soumises à de faibles mesures de protection, peuvent de moins en moins être compétitives sur leur propre marché par rapport à nos productions exportées, céréales ou viande, largement subventionnées grâce au découplage des aides.

La baisse des prix des céréales ne va faire que favoriser encore plus les élevages hors sol au détriment des élevages de plein air.





## Quelles sont les propositions de France Nature Environnement

1. Reculer la date de signature de la réforme par les Ministres européens de l'agriculture pour laisser le temps au débat dans la société civile. Le débat sur l'agriculture ne concerne pas seulement les agriculteurs, il concerne directement le citoyen à plusieurs titres : alimentation, santé, environnement, impôts, vie rurale.

2. Que l'Union Européenne rejette d'une façon inconditionnelle les accords de Blair House et réouvre les négociations sur le volet agricole. Un nouvel accord doit avoir pour objectif d'inclure le principe de rééquilibrage, entre les substituts aux céréales venant des pays tiers et les céréales européennes exportées. Il faut proposer des mesures strictes visant à mettre en œuvre une agriculture respectueuse de l'environnement et en garantissant à chaque partenaire de l'OMC le pouvoir de développer une politique agricole qui tende à terme vers l'autosuffisance.

3. Mettre en avant la préférence communautaire et revenir sur la baisse des prix d'intervention programmée, et en contre partie faire disparaître toutes les aides aux exportations (restitutions).

4. Maintenir une politique des quotas et d'encadrement des productions pour éviter les dérives telles que celle que connaît actuellement le porc.

5. Avoir une véritable politique sociale en redistribuant mieux les aides publiques entre les agriculteurs par la mise en œuvre réelle des principes de plafonnement et de modulation des aides. Le plafonnement des aides doit pouvoir être mis en œuvre à partir de 100 000 F par actif.

6. Intégrer véritablement l'environnement dans la politique agricole commune en mettant un arrêt définitif à toutes les mesures qui concourent à l'intensification des pratiques agricoles, prime à l'irrigation, prime au maïs ensilage, en développant encore plus les mesures agri-environnementales, en appliquant le principe d'écoconditionnalité, bonus de 25 % pour les productions biologiques, et en donnant plus de moyens aux mesures consacrées au développement rural pour rééquilibrer les régions.

7. Favoriser les élevages de plein air par une politique de soutien à l'herbe, instauration d'une prime unique de 1 000 F/ha pour toutes les surfaces fourragères et en plafonnant le chargement. Mettre fin à l'extension des gros élevages hors sol en appliquant la loi sur l'eau et en mettant un frein aux importations à bas prix des produits de substitution aux céréales.

### Quelques mesures :

1. Suppression immédiate de toutes les aides en cas de non respect de la législation environnementale, c'est bien le minimum ! Par exemple, en cas de non respect de la réglementation sur l'eau, avec des rejets d'effluents, ou l'absence de plan d'épandage, ou de déclaration de pompage.

2. Maintien d'un minimum de 5 % d'espace non cultivé pour protéger les ressources naturelles et la biodiversité : haies, bosquets, bandes enherbées le long des rivières, étangs, mares, tourbières, prairies humides, murs de pierre. Au-delà de 5 % et jusqu'à hauteur de 30 % de la surface agricole une aide progressive supplémentaire pourrait être accordée.

3. Dégressivité des aides au-delà d'un chargement de 2 unités gros bétail ou d'une fertilisation azotée de plus de 170 unités par hectare.

**Philippe POINTEREAU**

*Administrateur de France Nature Environnement  
Responsable de la politique agricole*

## POUR EN SAVOIR PLUS

Lire le **BIMA**, magazine de l'agriculture et de la pêche, hors série n°1 de décembre 1998 :

### Les aides publiques à l'agriculture

Ce magazine est édité par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Contact **BIMA** : 01 49 55 50 42



# Point de vue de la Confédération Paysanne : Politique Agricole Commune et Environnement

En France, comme dans la majorité des pays européens, l'espace est le facteur limitant du développement de l'agriculture. Dans ce contexte et dans l'absolu, un agriculteur a deux solutions pour conforter son revenu :

\* Il peut d'abord produire plus, par l'agrandissement de son exploitation (donc avec élimination du ou des voisins), par l'intensification des productions ou mieux encore par les deux à la fois.

\* Il peut tenter de dégager plus de valeur ajoutée par unité produite, en diminuant ses charges ou en valorisant économiquement la qualité, par le biais de labels, de contrats spécifiques ou encore par la vente directe.

À ce jour, les politiques agricoles européennes ont toujours incité les agriculteurs à privilégier la première solution, avec les conséquences sociales et environnementales que l'on connaît. Pour la Confédération Paysanne, une bonne politique devrait tourner le dos à ces orientations. Il faut aujourd'hui clairement décourager le développement quantitatif des exploitations par le biais de l'agrandissement et de l'intensification, et soutenir clairement des modes de développement tournés vers le qualitatif.

Ce constat est aujourd'hui partagé par la très grande majorité des citoyens européens, ce qui n'est pas sans conséquences sur l'attitude et les déclarations de nos dirigeants. Au sein de l'Union européenne, les déclarations de principe fleurissent, affirmant la nécessité d'un développement durable en agriculture. Ainsi peut-on lire dans une "décision" commune du Parlement européen et du Conseil relative à la politique d'action en matière d'environnement et de développement soutenable (décision n°2179/98/CE du 24 septembre 98) que dans le domaine de l'agriculture, "les objectifs prioritaires de la communauté sont de mieux intégrer les politiques de marché, de développement rural et de l'environnement en vue d'assurer une agriculture durable, notamment dans le cadre du processus de réforme lancé par les propositions de l'Agenda 2000".

Pour cela, ces deux instances fondamentales en Europe préconisent entre autre chose, d'encourager l'élevage, les pratiques durables, les méthodes de production extensives, etc.

Il est intéressant d'examiner à l'aune de ces quelques grandes déclarations si les propositions de réforme de la Politique Agricole Commune formulées par la Commission européenne dans le cadre de l'Agenda 2000 vont dans ce sens.

Premier constat : si l'on juge la volonté politique d'aller vers un développement d'une agriculture respectueuse de la nature au nombre de fois que cet objectif est énoncé, un lecteur non averti des problématiques agricoles pourrait s'y tromper ! En effet, à chaque page des projets soumis à négociation apparaît une phrase indiquant que les mesures énoncées ne seront attribuées que si l'exploitation bénéficiaire "satisfait aux normes minimales requises en matière d'environnement, d'hygiène et de bien-être des animaux". Faut-il s'en réjouir ?

À la lecture des propositions, pas vraiment. Celles-ci vont en effet de façon quasi systématique à contre sens des grandes déclarations d'intention. Quelques exemples, tirés des propositions de Jacques Santer, sont très éclairants à ce propos.

\* La prime au maïs fourrage.

Les conséquences de cette prime, introduite en 1992 sous la pression de la France, sont bien connues (retournement massif de prairies, pollution des eaux, développement non maîtrisé de l'irrigation, intensification de l'élevage, etc.). Or, la commission propose d'augmenter la prime au maïs ensilage, qui pourrait passer de 2000 francs en moyenne à 2600 francs... Ceci bien entendu sans proposer un soutien spécifique à la production d'herbe.

\* La baisse de la compensation aux cultures d'oléagineux.

Ramenée au niveau de la prime céréales, cette mesure proposée par la commission ferait perdre à ces cultures leur intérêt économique. Résultat,

les céréaliers, plutôt que d'être incités à adopter un système cultural avec des rotations longues introduisant le pois ou le colza, ils seront incités à limiter leur assolement (voir à produire du blé sur du blé), ce qui serait une aberration agronomique, donc environnementale...

\* La baisse programmée de 20 % du prix des céréales.

Cette proposition rendra encore plus compétitive les exploitations pratiquant l'élevage hors sol. Désormais en effet, moins de deux kilos suffisent à "fabriquer" un kilo de poids vif de volaille, alors qu'il faut 4 à 5 fois plus d'énergie et de protéine pour la constitution d'un kilo de poids vif de bovin. Dans un tel contexte, nul besoin d'être grand derc pour comprendre que le développement du porc ou de la volaille industriels est directement indexé sur le prix des céréales et que l'on doit par conséquent s'attendre à la multiplication des unités de production hors sol dans les années à venir...

Ces quelques mesures, bien évidemment mâtinées d'éco-conditionnalité, donnent une idée du comportement irrationnel et totalement contradictoire qu'adoptent les dirigeants de l'Union européenne et des pays qui la composent.

Cela prouve, contrairement à ce que beaucoup pensent encore (y compris dans les milieux environnementalistes), que la mise en place de l'éco-conditionnalité des aides serait un coup d'épée dans l'eau et ne suffirait absolument pas à rendre la politique agricole "écologiquement correcte", renforçant une fois de plus notre conviction qu'une bonne politique ne peut dissocier le problème de la préservation des ressources naturelles des questions de l'emploi, de la qualité des produits ou de l'aménagement du territoire.

Alors, face à cela, comment devrait réagir un syndicat qui a toujours prôné le développement d'une agriculture paysanne et durable, employeuse de main d'œuvre, respectueuse de l'environnement, fournissant des produits de qualité tout en occupant de façon équilibrée le territoire ?

Faut-il assumer la schizophrénie ambiante, et accepter que parallèlement à la négociation d'une politique agricole entièrement tournée vers l'export de produits industriels et qui incite au saccage de pans entiers du territoire, des réserves en eau, mais aussi des quelques petits et moyens paysans qui s'accrochent à leurs hectares, soit imposées des politiques en totale contradiction car visant, par la contrainte ou la fiscalité, à préserver l'environnement ?

Faut-il accepter la pérennisation d'un modèle prônant la préservation de 2,5 % du territoire dans le cadre du programme Natura 2000, le reste étant voué à se transformer en territoire poubelle, vide d'hommes mais tellement producteur de devises et d'excédents du commerce extérieur ?

Faut-il accepter de négocier avec le gouvernement français des Contrats Territoriaux d'Exploitation, malgré une dotation financière qui pourrait bien se révéler ridicule au vu des enjeux ? Question d'autant plus pertinente que la vocation de réorientation de l'agriculture affichée à l'origine pourrait bien se révéler lettre morte face à la pression de certains lobbies ?

Faut-il accepter de payer des taxes sur les pollutions diffuses, comme le souhaite le gouvernement français, taxes dont le gain pourrait par exemple être redistribué, dans le cadre de la politique de l'eau, aux communes qui restitueront à leur tour cet argent à Vivendi ou à la Lyonnaise des eaux, au prétexte qu'ils possèdent la technologie adéquate pour construire des unités de dépollution de l'eau ?

Les contradictions sont légions, et difficilement acceptables. Seule une véritable mobilisation de tous les acteurs concernés, des consommateurs aux environnementalistes, pourrait peut-être changer les choses. Mais à condition de faire descendre 100 000 personnes dans la rue... L'appel est lancé !

Jean-Damien Terreau  
Confédération Paysanne



### une faiblesse congénitale

Depuis quelques mois, la Loire fait de nouveau parler d'elle. Fin janvier, ou fin février, le premier Ministre devait dévoiler les grandes lignes du plan Loire n°2 et annoncer si oui ou non, il donne son accord à la réalisation du barrage de Chambonchard qui devrait être implanté sur le Cher, à l'amont de Montluçon (Fig 4).

Cet ouvrage, à volume variable, à prix variable, à justification variable, est un barrage empoisonné, et empoisonnant pour tout Premier Ministre, qu'il soit de droite ou de gauche. Déjà le gouvernement de Monsieur Juppé, précédent premier Ministre, avait omis d'inscrire au budget de l'État les crédits nécessaires à sa réalisation et ceci, malgré les démarches répétées de ses promoteurs, conduits par le Président de l'EPALA (1), Éric Doligé. Aujourd'hui ces mêmes promoteurs visitent le Sénat et sollicitent l'aide de son Président. Avec le renfort de Michel Barnier, sénateur, ancien Ministre de l'Environnement, et gendre du premier "Plan Loire", ils cherchent à forcer la porte de Chambonchard. Mais la porte du Premier Ministre résiste, et malgré son insistance, Éric Doligé, grand lecteur de Tintin, et méfiant à l'égard des Dupont et Dupond, reste dans l'antichambre.

Si peu d'empressement, autant d'atermoiements, des gouvernements successifs, traduisent la faiblesse congénitale de ce projet, et amènent le citoyen qui finance avec ses impôts et en sera peut-être un jour un peu propriétaire, à s'interroger sur l'utilité de ce barrage. Les raisons données par ses partisans pour le justifier, dépendent des époques, elles sont au nombre de cinq.

communiste de l'Allier, de revendiquer la réalisation du barrage au motif que des digues sans grâce, des murs dans la ville, ne seraient plus de mise après la chute du mur de Berlin. Pierre Goldberg, au cours des réunions de l'EPALA et avec constance, apparaît comme un fidèle soutien d'Éric Doligé, Président RPR du dit établissement public; un bel exemple d'arc républicain en forme de voûte de barrage!

#### 2. Fournir de l'eau potable à Montluçon

Ce thème est également repris par Monsieur Goldberg. Cette revendication n'est pas crédible, car à l'amont de Montluçon, à la confluence avec la Tardes, il existe déjà un barrage EDF, Rochebut, dont la retenue présente un volume d'eau de 14,6 millions de m³. Pendant la période de sécheresse de 1990, la ville n'a jamais manqué d'eau, une convention de gestion avait été passée entre le Ministère de l'Environnement et EDF. Ce barrage étant en fin de concession électrique, rien ne s'oppose à une modification de ses conditions d'exploitation, qui prendrait en compte l'objectif eau potable.

Certes cette retenue, comme de nombreuses retenues, contient une charge interne polluante formée par les vases et les polluants accumulés au cours des temps, et qui pourrait nuire à la fabrication d'eau potable sur toute la vallée du Cher. Tout en étant réel, ce problème qui montre le laxisme de la gestion de l'eau des rivières et des déchets, n'est pas insurmontable, puisque aujourd'hui, à partir du Cher de nombreuses collectivités s'alimentent. Au lieu de traiter

punctuellement ce problème, il faut passer à une gestion globale, et construire un schéma d'alimentation en eau à l'échelle de cette agglomération. Le thème eau potable pour justifier la construction de Chambonchard n'est vraiment pas crédible, surtout rapporté à son coût de réalisation : 600 millions de francs. Il suffirait que le nombre d'habitants de cette agglomération soit en diminution régulière, pour que cette revendication devienne encore plus fallacieuse.



Fig 4 - Source : Berry Républicain, 1989.

#### 1. Protéger Montluçon contre les crues du Cher

Dans le plan Loire n°1, cette fonction a été abandonnée, car le barrage, implanté au dessus de la confluence avec la Tardes (affluent du Cher plus puissant que lui), aurait été d'une efficacité très relative, la protection par des

digues apparaissant la moins coûteuse et la plus adaptée. Ceci n'empêche pas l'ancien Maire de Montluçon, Monsieur Goldberg, actuellement député

#### 3. Faire du soutien d'étiage pour améliorer la qualité des eaux du Cher

Pour faire du soutien d'étiage, il faut stocker l'eau qui circule dans une rivière pendant les périodes de hautes eaux, en hiver par exemple. Le plus souvent, ceci se fait dans un barrage réservoir installé directement sur la rivière, à partir duquel on restitue l'eau en été afin d'augmenter le débit.

Le Cher étant pollué, le soutien d'étiage apporté par Chambonchard serait censé améliorer la qualité des eaux ce qui justifierait les 190 millions de francs





La Région Centre est la première région céréalière d'Europe. Deux pôles importants alimentent cette production intensive. Au nord de la Loire, la Beauce bénéficie de l'eau abondante du sous sol, et d'aides "royales" à la production. La baisse du niveau de sa nappe, la pollution des eaux souterraines et de surface, la construction de silos à grains, sont les résultats les plus visibles de cette activité. Au sud de la Loire, la Champagne Berrichonne est l'autre pôle céréalière, mais les ressources en eau n'y sont pas aussi abondantes, d'où la vieille idée de prélever l'eau du Cher et de l'Allier en utilisant le canal du Berry pour développer l'irrigation. Dans un document en date du 4 juillet 1989, s'adressant au Préfet de Région Centre, le Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt définit le projet. "Actuellement les irrigations portent dans le Département du Cher sur une superficie de 10000 hectares environ, que des études entreprises par l'administration, et avalisées par les élus locaux et la profession, envisagent de porter à long terme à 81000 hectares, à partir d'une mobilisation de l'ensemble des ressources que l'on peut envisager de solliciter : nappes souterraines, retenues collinaires, eaux superficielles en l'état ou à partir d'ouvrages à construire (Chambonchard)."

Comme l'écrivait Laurent Courtet, journaliste au Berry Républicain le 30/11/1989, le Transfert Allier-Berry est "un projet ambitieux. L'étude de faisabilité du système Allier-Berry, réalisée par la SOMIVAL (Société de Mise en Valeur de l'Auvergne et du Limousin qui a réalisé le barrage de Naussac en Lozère), note qu'il sera pompé dans l'Allier, à Mornay, un débit de 2,6 m<sup>3</sup>/seconde, dont 400 litres seront destinés à l'alimentation en eau potable, puisque les eaux de l'Allier sont faiblement nitrées (0,5mg/l). L'eau de l'Allier sera remontée de 40 m jusqu'à une canalisation de 9,5 km de long, et 1,80 m de diamètre, et amenée à Sancoins, point le plus élevé du canal. Le canal lui-même sera restauré sur 24km. La liaison entre Lienesse et le Rhimbay, où le canal n'existe pratiquement plus, se fera par une canalisation. Cette eau alimentera un réservoir de 300 hectares, et d'une capacité de 25 millions de mètres cubes, à Vernay. En hiver, les eaux de la Marmagne et de l'Auron contribueront à la remplir. Un second réservoir est prévu à Ourouer : 100 hectares, et 6 millions de mètres cubes. En été les lâchures de ces deux ouvrages soutiendront l'étiage de l'Yèvre par l'intermédiaire de l'Airain et de l'Auron..."

Le coût global de l'opération était estimé à 373 millions de francs, et les promoteurs de cette entreprise comptaient sur l'Europe pour financer cette vaste opération et entraîner le financement des autres partenaires : agence de l'eau, Ministère de l'agriculture, Région, Département. L'histoire en décida autrement, et le transfert Allier-Berry fut rangé dans les cartons. Alors que les rivières de ce secteur sont souvent mises à sec par l'irrigation, aujourd'hui le projet ressort, et comme pour Chambonchard, il est affirmé par les élus de terrain que ces aménagements sont indispensables pour la survie des poissons...rouges, dont nous savons qu'ils sont peu exigeants sur la qualité de l'eau ! Un peu grosse, la ficelle, alors que la PAC trouble le jeu des uns et des autres, que le prix des céréales risque de baisser de 15 à 30%, que la surproduction céréalière encombre les silos, et qu'il est question de taxer, les engrais, les phytosanitaires et l'eau utilisée par l'agriculture.

apportés par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne. Mais le Cher est pollué dès ses sources, donc des sources jusqu'au barrage, celui-ci sera sans effet sur cette pollution. On peut même affirmer sans risque de se tromper, que Chambonchard sera un lieu de stockage de plus, de la pollution qui circule dans le Cher amont.

Au niveau des principes, la réalisation de ce barrage pourrait être contradictoire avec les objectifs qui président aux actions des agences de l'eau. Plus à l'aval, dans le secteur de Montluçon, le Cher est également pollué par les rejets urbains et industriels. Un programme de dépollution est en cours, mais est-il suffisamment performant ? On peut en douter puisque Chambonchard doit, par son soutien d'étiage, améliorer la qualité du Cher, que ce système de dépollution, sans ambition, est apparemment incapable de réaliser. **Ne pas faire Chambonchard, consacrer 5 à 6 % de son coût pour moderniser le système de dépollution de Montluçon, apporterait au Cher des améliorations infiniment supérieures à ce que l'on pourrait obtenir avec un barrage.**

Pousser la technique de dépollution s'inscrit dans les voies du progrès technologique. La pollution des rivières est plus visible au moment de l'étiage, mais elle est présente toute l'année. Ainsi, augmenter le débit du Cher en été ne fera que masquer la pollution de l'eau. Celle-ci restera présente, et produira ses effets négatifs tout au long de son voyage. Elle ira s'accumuler dans le bouchon vaseux de l'estuaire de la Loire, et là, elle sera très visible.

Dans la partie supérieure du Cher, la pollution est d'origine diffuse, elle provient des élevages, des fromageries, des communes, elle ira s'accumuler dans Chambonchard, comme elle s'accumule déjà dans Rochebut. Cette retenue, qui fait déjà du soutien d'étiage, dans laquelle s'accumule une partie de cette pollution, est eutrophisée et délivre en été et en automne, une eau chargée d'ammoniac néfaste pour l'eau potable de Montluçon. Chambonchard, qui serait également une retenue d'eau de médiocre qualité, ne pourrait que compliquer la gestion d'une situation qui échappe déjà aux différents gestionnaires, l'eau délivrée serait, elle aussi, de mauvaise qualité, donc incompatible avec l'objectif recherché.

Quant à éliminer les pollutions diffuses en provenance du haut Cher, ces promesses ne sont pas crédibles, il suffit de regarder ce qui se passe en Bretagne ou en Champagne Berrichonne, où les pollutions diffuses en

provenance de l'agriculture sont tellement massives qu'elles en deviennent ponctuelles, ce qui pour autant n'a pas conduit à leur élimination : pourquoi en serait-il autrement dans le haut Cher, là où la volonté de dépollution rime avec dilution ?

#### 4. Faire du soutien d'étiage pour développer l'irrigation des cultures

Cet objectif était inscrit dans les différents projets de barrage à Chambonchard. Mais dans la version inscrite au plan Loire, la fonction irrigation n'est pas affirmée clairement. Ainsi, si on examine le dossier d'étude d'impact fourni dans le dossier d'enquête publique, on constate que la Chambre d'Agriculture du département du Cher et son président ne souhaitent pas, au moment de l'enquête, la réalisation de Chambonchard. C'est certainement aussi et toujours la position du Ministère de l'Agriculture qui devrait y contribuer à hauteur de 70 millions de francs. Toutefois, il y a six ans pour un barrage plus volumineux, et d'un coût plus faible, ce même Ministère devait financer à hauteur de 165 millions de francs.

Aujourd'hui les différentes chambres d'agriculture, du Cher, du Loiret, de la Région Centre, à l'aide de communiqués de presse, réclament la réalisation de ce barrage. Pourtant dans cette région, la première d'Europe pour ses productions et surproductions céréalières, développer l'irrigation avec des fonds publics est particulièrement mal venu, d'autant qu'il faudra encore injecter de l'argent public pour construire toutes les infrastructures nécessaires pour amener l'eau aux champs de la Champagne Berrichonne. Opération qui se ferait par l'intermédiaire du canal du Berry via la rivière Auron mise à sec par les pompes sans contraintes de l'agriculture subventionnée.

Ce projet, vieux comme les instances agricoles du Cher, en rappelle un autre, qui consistait à détourner l'eau de l'Allier toujours à partir du canal du Berry mais par l'autre bout, pour fournir de l'eau à la Champagne Berrichonne sous couvert d'alimentation en eau potable de la ville de Bourges dont les réserves étaient trop nitrées. Ce projet qui pesait ses 400 millions de francs d'argent public fut éperonné en plein vol par le mouvement associatif. Depuis, Bourges s'alimente plus modestement dans les zones alluviales de la Loire protégées par le Conservatoire des Espaces Naturels de la Région Centre. Mais de nouveau le transfert Allier-Berry refait surface (Fig 4).



Chambonchard pour cultiver quoi? Des céréales gourmandes d'eau bien sûr! Cette discussion doit être replacée dans le contexte de la politique agricole et des aides directes au revenu des agriculteurs. Ces aides publiques qui ont représenté 75 milliards de francs pour l'année passée, sont très inégalement réparties entre les différentes catégories d'agriculteurs. D'après le hors série du Bima (2) de décembre 1998, les "très grandes" exploitations, (230 ha), et "les grandes", (120 ha) qui cultivent les céréales, les oléagineux et les protéagineux, soit les 86 000 exploitations qui reçoivent le plus d'aides, ont touché en 1996, 27 milliards de francs. Ces exploitations sont celles qui sont les plus fragiles, car les revenus dégagés par leur activité agricole au travers de la vente des produits est très faible, de l'ordre de 59 000 francs annuel pour celles de 230 ha, et 20 000 pour celles de 120 ha. A l'inverse, les aides directes sont spectaculaires, d'un montant de 586 000 francs pour les très grandes et de 300 000 francs pour les grandes, représentent jusqu'à 94 % du revenu disponible, une fois payées toutes les charges réelles générées par le fonctionnement courant de l'exploitation.

À ce niveau de subvention, on est quasiment en présence d'une agriculture d'État, qui n'ose pas dire son nom, hors de l'échelle de la fonction publique, et qui n'accepte pas les contraintes environnementales. Bon nombre des exploitations de Région Centre peuvent être classées dans ces deux catégories, elles pratiquent l'irrigation, il est probable que ce sont elles qui revendiquent la réalisation de Chambonchard. Devant leur faible rendement économique, on ne voit pas très bien comment la fonction soutien d'étiage pour l'irrigation pourrait être un argument pour justifier Chambonchard. Michel Barnier, qui reprend l'argument agriculture, pour justifier le barrage (République du Centre du 14 janvier 1999), ne devait certainement pas connaître la situation réelle de l'agriculture céréalière.

## 5. Développer le tourisme autour du plan d'eau

Utiliser le plan d'eau pour développer une activité touristique, peut à première vue, représenter une idée séduisante pour l'animation de cette région qui, comme de nombreuses régions de montagne, manquent d'activité. Mais, pour être attractif, un plan d'eau doit être de bonne qualité, ce qui ne sera pas le cas pour celui de Chambonchard.

Autre inconvénient, les retenues de barrages étant placées dans des secteurs encaissés et à l'abri du vent, la pratique de la voile et de la planche à voile, présente bien peu d'intérêt. Si en plus, on prend en compte les variations de niveau du plan d'eau (de 10 à 20 mètres), produites par le soutien d'étiage, il ne restera plus grand chose d'attractif à Chambonchard, les touristes iront ailleurs, il est vrai que dans ce secteur les plans d'eau existent et sont fonctionnels depuis longtemps.

L'échec du tourisme, sur une retenue polluée et à niveau variable, a été illustré d'une manière retentissante sur le barrage de Villerest construit sur la Loire à proximité de la ville de Roanne. Après un tel échec, on est en droit de se demander pourquoi les mêmes acteurs persévèrent dans cette voie avec autant de détermination?

## 6. Des raisons économiques non exprimées

Les raisons présentées ici, et censées justifier Chambonchard, sont celles qui apparaissent au grand jour et sur lesquelles le débat se cristallise. Mais il y en a une autre, dont on parle moins, qui est de nature économique et qui se situe au niveau de l'activité des travaux publics. Situé à 15 minutes de Montluçon, la réalisation de Chambonchard ferait tomber sur cette ville, 600 à 700 millions de francs, raclés sur tout le bassin de la Loire :

- par l'agence de l'eau (190 millions),
- par des départements (340 millions), y compris celui du Loiret qui n'est concerné par le Cher qu'au travers du Président de l'EPALA,
- et l'État avec le Ministère de l'agriculture (70 millions).

Beaucoup d'argent, donc de l'activité économique en perspective qui pourrait expliquer l'arc républicain inhabituel, évoqué au début de cet article. Mais la perspective de l'injection de 600 ou 700 millions de francs qui feraient tourner l'économie locale lors de la construction, est pour certains responsables politiques l'argument qui l'emporte sur tous les autres et ceci, que le barrage soit utile ou pas. Toutefois un tel raisonnement à très court terme, trouve très vite ses limites. En effet la construction des barrages dure peu de temps, les entreprises spécialisées organisées dans le cadre de la compétition internationale sont puissantes et prennent en charge les différents aspects des chantiers, y compris les servitudes de cantines par exemple. Dans ce contexte, les entreprises locales qui comptaient sur Chambonchard pour développer leur activité risquent bien de se retrouver flouées. Le pressentant, celles-ci se sont d'ailleurs manifestées publiquement dans la presse pour réclamer leur part du gâteau : une "part de barrage". Le ballet des influences autour de Chambonchard, illustre de façon exemplaire les dérives d'un aménagement du territoire sans consistance : une ineptie économique portée par les chantres d'un libéralisme en mal d'assistanat.

Que des moyens financiers proviennent de tout le bassin et de l'État, à Montluçon, secteur en difficulté, n'est pas critiquable. Ce qui est critiquable avec ce projet, c'est que Chambonchard n'est porteur d'aucun avenir. Investir 600 millions de francs d'argent public dans un projet de développement durable dans le secteur de Montluçon et pour ses habitants pourrait être une entreprise intéressante : c'est même le défi qu'il faut surmonter si l'on veut que l'aménagement du territoire se rééquilibre au profit de l'espace rural.

Bernard Rousseau

Pour Chambonchard voir aussi la "lettre eau" n°2 de juin 1996.

1 : Établissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents.

2 : Bulletin d'information du ministère de l'agriculture, hors série N°1, déc 1998.



France Nature Environnement

La Lettre Eau est éditée tous les 3 mois par France Nature Environnement : Fédération Française des Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement, fondée en 1968

57 rue Cuvier - 75231 PARIS CEDEX 05 - Tél.: 01 43 36 79 95 - Fax: 01 43 36 84 67 - Directeur de la publication : Lionel BRARD, Président de France Nature Environnement

Rédacteur en Chef : Bernard ROUSSEAU, Vice-Président, responsable des politiques eau de France Nature Environnement

Réalisation : Nature Centre, fédération régionale des associations du Centre, siège du réseau Eau de France Nature Environnement

71 av. C. Péguy, 45800 Saint-Jean-de-Braye, Tél.-fax : 02 38 83 00 80

Crédit photo : Réseau Eau FNE, Eau et Rivières de Bretagne, Jul - Maquette : Géronimo! - Photogravure : FBI - Impression : COPIE 45

Abonnement annuel : 80,00 F - Abonnement de soutien : 100,00 F - Correspondance et abonnement à adresser à Vincent PASQUIER, Réseau Eau de France Nature Environnement,

71 av. C. Péguy, 45800 Saint-Jean-de-Braye, Tél.: 02 38 61 17 89 - Fax : 02 38 83 00 80

ISSN : 12 76-1044. La reproduction des textes, photos et dessins de ce numéro est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.